

## **Modèle d'échange de renseignements du CDPISP - Février 2018**

*Le partage de l'information a été préparé pour la réunion du CDPISP de février 2018 et ne doit pas être communiqué à l'extérieur du Conseil*

<b>ADMINISTRATION : ONTARIO</b>		<b>Personne-ressource</b>
<b>1. Réalisations :</b> Décrivez brièvement les principales réalisations en matière de TI/GI, les progrès majeurs et/ou les importants jalons franchis dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.	<b>Renouvellement en ligne de la carte Santé et du permis de conduire</b>  La Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux et ServiceOntario travaillent à la création d'un service en ligne intégré de renouvellement de la carte Santé et du permis de conduire. Cela comprend la modernisation du processus d'admissibilité afin d'assurer une première expérience numérique en transférant les freins et contrepoids à une vérification interministérielle et en temps réel de l'admissibilité.  L'expérience de l'utilisateur comprenait des essais directs avec un groupe représentatif d'Ontariens afin de raffiner et d'améliorer l'expérience. Le service sera lancé au début de 2018, et il ciblera le public le plus susceptible d'être admissible au nouveau service.	Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a>
	<b>Réinitialisation des services de ServiceOntario</b>  Dans le cadre de l'initiative de réinitialisation des services pour remanier les sites Web existants de ServiceOntario, on a utilisé les principes de conception des services et les cycles de développement agile pour apporter des améliorations aux services suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un <b>service de courriels de rappel du renouvellement du permis de conduire</b>, lancé le 13 août 2017. D'autres itérations et améliorations du service des courriels de rappel pour le renouvellement du permis de conduire ont eu lieu en décembre 2017. Les courriels de rappel actuels (pour le permis de conduire et l'autocollant du véhicule) rejoignent plus de 1 000 abonnés par semaine.</li> <li>• Le <b>changement d'adresse intégré</b> remanié, qui a doublé les volumes de transactions, le nombre de transactions réussies et le service à la clientèle. On envisage de nouvelles itérations pour l'été 2018.</li> <li>• Le nouveau <b>Localisateur de services</b>, qui a considérablement amélioré la navigation des utilisateurs et l'expérience des appareils mobiles, faisant passer l'utilisation des appareils mobiles de 6 % à un peu moins de 40 %. Les prochaines itérations comprendront des « visites » directes aux services en ligne et un service de rendez-vous remanié pour améliorer les visites en personne (printemps 2018).</li> </ul> <b>Gestion de l'identité – Identité numérique</b>	Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Cabinet a approuvé le cadre stratégique organisationnel sur l'identité numérique de l'Ontario, qui guidera la conception et le développement du programme d'identité numérique. Le cadre stratégique comprend quatre grands secteurs d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> <li>Autorisation et portée du programme de l'IN : le SGSC dirigera la création et l'administration du programme de l'IN</li> <li>Contrôle uniforme de l'identité : harmonisation des règles et des normes sur les exigences en matière d'identité</li> <li>Droits d'accès : vaste gamme d'options pour l'accès aux services physiques, numériques ou biométriques</li> <li>Échange d'information : échange de renseignements sur l'identité à l'échelle du gouvernement, avec le consentement des utilisateurs</li> </ul> </li> </ul>	
	<p><b>Modernisation des InfoCentres – Partie 2 (MIC2) – Phase 1</b></p> <p>Le GISG du SGSC (DMIC) a reçu l'approbation, en août 2015, de transférer 21 programmes faisant partie du champ d'application tournant actuellement sur la technologie désuète au Service organisationnel de l'InfoCentre (SOIC) en deux phases sur 4,5 ans.</p> <p>La MIC2 établira un nouveau bien net au Centre de données de Guelph et au Centre de données de Kingston pour répondre aux besoins de reprise des InfoCentres essentiels à la mission, comme le Bureau de service de la TI.</p> <p>On a choisi la migration progressive pour tenir compte des objectifs de transformation de la clientèle, de ses besoins opérationnels, de l'état de préparation de la plateforme organisationnelle et de la disponibilité du personnel clé du projet.</p> <p>La MIC2 – Phase 1 a été lancée et réalisée de 2015-2016 à 2016-2017 et mise en œuvre au CDG dans une nouvelle infrastructure, avec la migration des programmes suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</li> <li>MTO – Unité des renseignements spéciaux</li> <li>MTO – Services opérationnels d'information</li> <li>MTO – Unité de récupération de l'information sur le service</li> <li>MTO – Unité de l'accès aux données.</li> </ol> <p>MIC2 – La phase 2 a été lancée au cours de l'exercice 2017-2018 et trois des 15 programmes prévus d'origine ont été mis en œuvre dans le SOIC :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>MSSLD – Programme d'appareils et accessoires fonctionnels</li> <li>MSSLD – Services à la clientèle et permissions (nom d'origine : Approbation des évaluations environnementales)</li> </ol>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<p>3. MSSLD – Renseignements généraux (nom d'origine : Centre d'information du public).</p> <p>D'autres programmes faisant partie du champ d'application seront lancés tout au long du prochain exercice.</p>	
	<p><b>Défi pour des petites entreprises innovatrices</b></p> <p>En mars 2017, le ministère du Développement économique et de la Croissance/ ministère de la Recherche, de l'Innovation et des Sciences (MDEL/MRIS) et les Centres d'excellence de l'Ontario (CEO) ont lancé le premier Défi pour des petites entreprises innovatrices (DPEI).</p> <p>Le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (SGSC) a été invité à jouer le rôle de ministère champion dans le cadre du défi de l'identité numérique, où des propositions ont été sollicitées auprès des petites et moyennes entreprises (PME) de l'Ontario dans le cadre de la recherche d'une solution au problème posé par l'identité numérique (IN).</p> <p>S'inspirant des pratiques exemplaires internationales et du succès des programmes des États-Unis et du Royaume-Uni, le DPEI vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mobiliser les entreprises en démarrage et les PME de l'Ontario pour relever les défis pressants du secteur public;</li> <li>• donner aux PME la possibilité de développer et de tester leurs produits et de les confronter à un défi réel;</li> <li>• accroître les possibilités de commercialisation pour les PME par un financement direct et des occasions de démonstration appliquées pour démontrer la valeur de leurs innovations sur les marchés nationaux et mondiaux;</li> <li>• asseoir les PME de l'Ontario sur des bases plus solides leur permettant de faire concurrence au Canada et à l'étranger, dans les secteurs public et privé.</li> </ul> <p>Les PME choisies se sont vu adjuger jusqu'à un million de dollars chacune pour la mise au point et la démonstration de leurs technologies. Les PME qui connaissent du succès en identité numérique continueront de travailler à leurs solutions novatrices tout au long de 2018.</p> <p>Lisez-les. <a href="#">Communiqué de presse sur le DPEI</a>.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux 416-327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<p><b>Production de rapports sur la consommation d'énergie et l'utilisation de l'eau (PREE)</b></p> <p>Dans le cadre du changement climatique quinquennal en Ontario, la PREE est l'examen de la consommation d'énergie et de l'utilisation de l'eau pour les comparer à leur rendement antérieur et à celui d'autres bâtiments semblables. La <i>Loi de 2016 modifiant des lois sur l'énergie</i>, qui a reçu la sanction royale le 9 juin 2016, prévoit la possibilité de réglementer la mise en œuvre de l'initiative PREE proposée.</p> <p>La solution PREE, instaurée le 23 octobre 2017, aide le ministère de l'Énergie à gérer et à aider les propriétaires de bâtiments à s'acquitter de leur obligation statutaire de rapports sur l'énergie et l'eau (par ENERGY STAR* Portfolio Manager).</p> <p>L'outil aide le personnel de l'ÉNERGIE à gérer efficacement les communications et l'information concernant les propriétaires de bâtiments, leurs bâtiments, et leurs rapports sur l'énergie. La solution PREE comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une solution d'InfoCentre pour gérer les relations avec la clientèle et les communications;</li> <li>• une solution CRM pour gérer l'information sur plus de 12 000 propriétaires d'entreprise distincts, et environ 18 000 bâtiments, et de vérifier s'ils produisent leurs rapports annuels sur la consommation d'énergie et d'eau. Cette solution appuiera et gèrera également les campagnes de marketing;</li> <li>• un site Web pour héberger les ressources d'éducation et de formation en matière de PREE – un processus d'exemption en ligne pour les propriétaires de bâtiments.</li> </ul>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Validation de principe de la chaîne de blocs</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>Une validation de principe (VdP) de la chaîne de blocs a été achevée au moyen d'une collaboration entre les secteurs public et privé. Cette collaboration comprenait la Ville de Toronto, les gouvernements de l'Ontario et du Canada, Deloitte Digital et Rubix by Deloitte. L'objectif était d'alléger le fardeau administratif des nouvelles entreprises du secteur de la restauration utilisant les services en ligne. La VdP a été un rapprochement exemplaire d'organisations des secteurs privé et public, dont chacune a fait profiter l'initiative d'importantes compétences et connaissances.</p> <p>L'utilisation des méthodes agiles a permis au projet de livrer un prototype opérationnel dans les délais serrés de 15 semaines. Une approche itérative dans le cadre de sprints a permis aux équipes de raffiner la solution et les exigences et d'avoir des caractéristiques de produit démontrables toutes les quatre semaines.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	Plusieurs capacités de chaîne de blocs ont été validées, y compris celle de servir de plateforme d'échange des données, et le VdP a élaboré une simple interface entre la chaîne de blocs et un système gouvernemental.	
	<p><b>Marathon de programmation de la chaîne de blocs</b></p> <p>Le personnel du GSIC a participé à un marathon de la chaîne de blocs. En décembre 2017, le personnel a reçu une formation en développement de chaînes de blocs, qu'il a appliquée dans un marathon de programmation de chaîne en blocs en janvier 2018.</p> <p>Un des plus grands risques de la pratique des emprunts sur salaire est que les emprunts répétés ou simultanés peuvent entraîner une dette à plus long terme et plus grande. Il n'existe pas aujourd'hui de moyen fiable pour les prêteurs sur salaire de déterminer si l'emprunteur a déjà des emprunts auprès d'un autre prêteur sur salaire. Ainsi, les emprunteurs peuvent conclure plusieurs accords d'emprunt sur salaire auprès de différents prêteurs.</p> <p>Un réseau de chaînes de blocs conçu pour valider les transactions et accroître la transparence des activités d'emprunt de l'emprunteur est un outil viable pour promouvoir proactivement le respect de la réglementation et bloquer l'octroi de prêts simultanés ou interdits aux consommateurs. Les résultats de ce marathon de programmation seront connus dans de futures mises à jour.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Dépôt en ligne des actions civiles (MPG)</b></p> <p>La création d'un service électronique de dépôt en ligne des actions civiles devant la Cour supérieure de justice permet aux utilisateurs d'intenter une poursuite au civil et de déposer des demandes au civil, comme : une déclaration, un avis d'action, un affidavit du tuteur à l'instance d'un demandeur incapable, une réquisition d'instance bilingue, un consentement au dépôt des documents en français, ainsi que les paiements pour ces dépôts. On étendra ce service progressivement à d'autres types de documents afin d'offrir une expérience et des services plus pratiques aux utilisateurs.</p> <p>La première vague de projets de ce service en ligne a été lancée en avril 2017 à titre de projet pilote à cinq endroits (Brampton, Ottawa, Newmarket, London et Sudbury). La deuxième vague, lancée en juillet 2017, comprenait une mise en œuvre complète du service en ligne à l'échelle de la province et des améliorations au service, y compris des profils de compte uniques et un historique consultable des dépôts en ligne. Cette deuxième vague a été achevée avec succès en novembre 2017. La troisième vague du projet, prévue pour mai 2018, donnera aux utilisateurs la capacité de déposer d'autres documents en ligne comme des documents de défense et des preuves de signification.</p>	<p>Robin Thompson, dirigeant principal de l'information, Services technologiques pour la justice (416) 326-6950  <a href="mailto:Robin.m.Thompson@ontario.ca">Robin.m.Thompson@ontario.ca</a></p>

	<p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Offre des services en ligne simples, modernes et conviviaux, tant au public qu'à nos partenaires.</li> <li>• Offre aux Ontariens qui intentent des poursuites civiles de services en ligne qui sont accessibles, adaptés et faciles à utiliser.</li> <li>• Les Ontariens pourront déposer rapidement et facilement leurs documents relatifs aux actions civiles et en faire le suivi en ligne.</li> </ul>	
	<p><b>Projet de réforme de la collecte et de la gestion des données pour l'analytique (RCGDA) (MSCSC)</b></p> <p>Numériser/électroniser tous les processus de gestion des dossiers imprimés au sein des Services correctionnels.</p> <p>Des équipes de développement et d'analyse des VS ont collaboré pour fournir les éléments de base nécessaires aux systèmes de décision à base de données probantes recherchés par les Services correctionnels, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à jour des données du SISC (Système informatique de suivi des contrevenants) pour plus de 20 établissements afin de déterminer leur capacité et d'établir le but désigné des emplacements d'hébergement</li> <li>• Mises à niveau pour améliorer le suivi des renseignements sur les placements et l'isolement et pour fournir une interface de déclaration libre-service</li> <li>• Prestation d'outils essentiels de rapport pour les décideurs, y compris le Rapport actif quotidien sur l'isolement, les alertes et les avis d'exception, les rapports sur la capacité et les cubes d'analyse</li> </ul> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Permettre aux Services correctionnels de comprendre quotidiennement les enjeux clés au sein des établissements pour une meilleure gestion</li> <li>• Accroître la transparence publique grâce aux programmes d'amélioration dans tous les établissements de la province</li> <li>• Remplacement des processus manuels existants, à base de papier</li> <li>• Outils de rapports de veille stratégique</li> <li>• Gestion des données en temps réel</li> <li>• Mesures du rendement fondées sur les résultats</li> </ul>	<p>Robin Thompson, dirigeant principal de l'information, Services technologiques pour la justice  (416) 326-6950  <a href="mailto:Robin.m.Thompson@ontario.ca">Robin.m.Thompson@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Portail d'autovérification de l'employeur, phase 1 (fait partie de MT 360)</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>Le 13 septembre 2017, le ministère du Travail (MT) a reçu l'approbation du CAPTI pour remplacer son Système d'information sur les normes d'emploi (SINE), qui appuie l'administration des normes d'emploi. Le système existant sert à la gestion de l'exécution de toutes les transactions liées à l'emploi, comme le traitement des réclamations et l'enquête consécutive, et la création et le suivi des événements et des inspections.</p> <p>Le SINE est utilisé par environ 500 utilisateurs internes (ce nombre devrait passer à environ 680) pour la prestation de services à 450 000 employeurs et 6 millions d'employés dans l'ensemble de l'Ontario. Le système maison actuel, qui a plus de 10 ans, appuie les processus administratifs sur papier. La solution de TI est en cours de construction à l'aide de technologies FPO connues et des services du Centre de livraison des solutions .NET (Centre LS .NET) accessibles par des appareils mobiles comme les tablettes, les téléphones intelligents et les ordinateurs portatifs. La solution de remplacement est en voie d'élaboration par une fonctionnalité organisationnelle itérative, qui appuiera une diffusion graduée de la nouvelle solution, ce qui permettra aux agents d'emploi, aux employeurs et aux employés de profiter de la nouvelle solution le plus tôt possible.</p> <p>En mai 2017, LS .NET a diffusé aux agents d'emploi une validation de principe d'une demande de billet électronique mobile. En août 2017, le personnel du MT a bénéficié d'un nouveau portail de veille stratégique, qui fournit des rapports sur les données provenant de sources jusque-là isolées. Il poursuivra le développement du portail VS avec la réception de nouvelles données par une fonctionnalité d'affaires mise au point de façon itérative. En octobre 2017, un partenariat entre LS .NET, les Services technologiques d'infrastructure (STI) et les Laboratoires Pivots a été établi pour la création de l'outil d'autovérification du MT sur la plateforme infonuagique Azure de la FPO.</p> <p>Ce projet modernisera et intégrera tous les aspects de l'administration des normes d'emploi, y compris la gestion des réclamations, les inspections, l'application de la loi, l'éducation et la formation, la gestion financière et les rapports d'affaires, afin de transformer la prestation des services. Il permettra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• éliminer le besoin de chèques et verser les fonds plus rapidement aux employés de l'Ontario</li> <li>• améliorer les services pour 450 000 employeurs ontariens grâce à une culture « dites-le nous une seule fois »</li> <li>• alléger le fardeau des demandeurs et des employeurs grâce à l'échange électronique de documents et d'information</li> </ul>	<p>Wynnann Rose  Dirigeante principale de  l'information, Groupement ITI  pour le travail et les transports  905-704-2167  <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• permettre au personnel et aux utilisateurs externes de se connecter au système par n'importe quel appareil, n'importe quand.</li> <li>• permettre une plus grande concentration sur les entreprises non conformes ayant accès aux données</li> <li>• améliorer la qualité des données et la capacité de répondre aux demandes de données ponctuelles</li> </ul> <p>L'outil d'autovérification fera l'objet d'une démonstration pour les agents d'emploi le 15 janvier 2017, et sa diffusion générale est prévue pour le 2 avril 2018.</p>	
	<p><b>Système de suivi des poids admissibles (SSPA)</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>La Direction de l'IT de la modernisation de la sécurité des usagers de la route (DMASUR) du ministère des Transports (MTO) a travaillé en collaboration avec la Direction de la sécurité des transporteurs et de l'application des lois (DSTAL) et le Centre de livraison des solutions .NET (LS .NET) à une occasion unique et stimulante de relever le défi de la conformité du respect du poids limite, vieille de plusieurs décennies, dans les secteurs des agrégats et de l'excavation. Cette initiative pilote a comporté la mise au point d'une base de données sur les véhicules, appelée le Système de suivi des poids admissibles (SSPA), afin de consigner avec exactitude les limites de poids brut et d'essieu pour tous les véhicules du secteur. À l'aide du cadre Agile, le SSPA a été élaboré et mis en œuvre sur une période de deux mois et en fonction des besoins d'un groupe varié d'intervenants formé non seulement d'employés du Ministère, mais aussi de membres de l'industrie, comme des camionneurs, des expéditeurs, des courtiers en chargement, des fournisseurs d'équipement, d'organisations de transport et l'Ontario Stone Sand &amp; Gravel Association (OSSGA).</p> <p>L'initiative pilote a été mise en œuvre en avril 2017; elle a depuis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• atteint son objectif de faire enregistrer plus de 140 véhicules dans la base de données</li> <li>• plus de 300 enregistrements de poids aux stations d'inspection des camions</li> <li>• plus de 110 utilisateurs représentant l'industrie utilisent l'application</li> <li>• l'initiative pilote a été présentée dans Truck News – voir l'<a href="#">article</a>.</li> </ul> <p>Des améliorations au SSPA sont en cours (la date cible de mise en œuvre est le 5 février 2018) pour améliorer sans cesse les fonctionnalités existantes et en instaurer de nouvelles, comme la capacité de saisir des renseignements</p>	<p>Wynnann Rose  Dirigeante principale de  l'information, Groupement ITI  pour le travail et les transports  905-704-2167  <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>



	supplémentaires (date et heure de la pesée) pendant l'enregistrement des poids des véhicules aux centres d'inspection des camions pour fournir de meilleures analyses de données, qui permettront de mieux asseoir les décisions sur des données probantes dans l'étude du respect des limites de poids dans les secteurs des agrégats et de l'excavation.	
	<p><b>Programme d'examen médical des conducteurs</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>La fonction de base du programme d'examen médical (EM) est d'évaluer la capacité des conducteurs de conduire un véhicule automobile en toute sécurité en se fondant sur la politique et les procédures médicales pour les conducteurs du MTO, les normes médicales nationales du CCATM et les normes de l'Association médicale canadienne. La politique médicale actuelle sur les conducteurs est difficile à utiliser pour orienter la prise de décisions, ce qui entraîne des décisions non convergentes pour les conducteurs, un fardeau indu pour les professionnels de la santé et les conducteurs, de longs délais d'attente pour la formation de nouveaux agents de traitement des cas, et la possibilité d'effets négatifs sur la réputation du MTO aux yeux des intervenants et des clients.</p> <p>La vision du programme d'EM est de « <i>prendre des mesures efficaces et efficaces pour obtenir de l'information sur la condition physique des conducteurs en mobilisant pleinement nos citoyens, nos intervenants et nos employés afin d'améliorer continuellement la sécurité routière, tout en répondant aux besoins et aux attentes fondamentaux de nos citoyens</i> ».</p> <p>L'équipe opérationnelle et de la TI MASUR, et la Direction des services de délivrance des permis et d'immatriculation (DSDPI), travaillent avec agilité pour transformer et optimiser la politique sur l'examen médical des conducteurs.</p> <p>Réalisations à ce jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par de multiples sprints, élaboré un cadre de transformation pour optimiser la prise de décisions sur les problèmes médicaux.</li> <li>• Appliqué le cadre et travaillé avec agilité à l'examen et à l'optimisation de 23 affections médicales visées par la politique sur les examens médicaux des conducteurs</li> <li>• Déterminé les répercussions sur la clientèle, ainsi que sur la gestion du changement et les opérations</li> <li>• Mobilisé la collectivité médicale pour la définition d'une approche d'évaluation pour les affections médicales complexes</li> </ul> <p>En consultation avec Deloitte, la formulation de la stratégie de transformation numérique est en cours (achèvement prévu pour février 2018) :</p>	<p>Wynnann Rose  Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports  905-704-2167  <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créé les grandes lignes du modèle opérationnel actuel</li> <li>• Le sprint de conception axé sur les citoyens est amorcé : les groupes d'utilisateurs internes et externes ont été définis, les entrevues d'utilisateurs sont en cours.</li> </ul> <p>Lancé un sprint pour élaborer des options pour les modèles opérationnels ciblés.</p>	
	<p><b>Projet de modernisation d'Ontario 511</b></p> <p>Les Services d'information aux voyageurs du MTO offrent aux Ontariens une information accessible et bilingue concernant les options de déplacement et l'état des routes pour les aider à planifier et à effectuer leurs déplacements. Le projet de modernisation d'Ontario 511 doit remplacer le site Web Ontario 511 par un logiciel en tant que service (SaaS) pour moderniser les renseignements en ligne aux voyageurs en Ontario et ramener la province à l'avant-scène de la diffusion de l'information aux voyageurs. Ontario 511 peut être consulté dans le Web, sur les médias sociaux ou par téléphone; on y trouve de l'information sur les fermetures de routes, la congestion, l'état des routes en hiver et les chantiers de construction sur les routes provinciales. Le service utilise Google Maps et transmet l'information par le système COMPASS, l'un des systèmes de gestion de la circulation les plus avancés en Amérique du Nord. En octobre, le contrat a été adjugé au fournisseur retenu, IBI Group, qui livrera un nouveau site Web public modernisé au printemps 2018.</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Appli Ontario Drive Mobile</b></p> <p>Le 27 novembre 2017, la Division de la sécurité des usagers de la route du MTO, de concert avec le Groupement ITI pour le travail et les transports (GTT), la Direction des communications du MTO, le Gouvernement numérique et ServiceOntario, a lancé la première application mobile. Ontario Drive est un complément novateur du guide du conducteur, qui aide à faire l'éducation des jeunes conducteurs novices en matière de sécurité routière et aux habitudes de conduite responsable. La solution prévoit ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un endroit unique pour les renseignements sur le permis de conduire de l'Ontario et la sécurité routière</li> <li>• La capacité de rechercher les écoles de conduite approuvées par le Ministère</li> <li>• Le centre Test au Volant le plus proche</li> <li>• Préparation pour le test G1 depuis la source officielle</li> </ul>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Questions de sécurité routière : conduite inattentive, conduite avec facultés affaiblies, La route est faite pour être partagée, et ainsi de suite</li> <li>• Téléchargement gratuit</li> </ul> <p>L'appli prend en charge la Stratégie d'ITI de la FPO pour 2016-2020, a l'approbation du Gouvernement ouvert, est conforme aux normes d'accessibilité (LAPHQ), est disponible en français et en anglais, est alignée sur la norme en 14 points du Gouvernement numérique et permet aux citoyens de formuler leurs commentaires n'importe quand, et par des données intégrées sur l'utilisation des données et les résultats des tests.</p> <p>L'appli peut être téléchargée dans iTunes App Store et Google Play Store.</p>	
	<p><b>Transition vers GOnet</b></p> <p>Le Réseau du gouvernement de l'Ontario (GOnet) permet à la FPO de moderniser son infrastructure de télécommunications et constitue un élément de base de la stratégie de modernisation des services de télécommunications en plusieurs étapes.</p> <p>La transition à GOnet s'est achevée en 2017.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398  <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Stratégie sur l'hébergement et l'informatique en nuage (modernisation de l'hébergement hybride)</b>  <i>(Projet phare – Adoption de l'infonuagique – voir page 11)</i></p> <p>Les STI exécutent actuellement les produits livrables de la première année de leur stratégie quinquennale d'hébergement hybride. Les produits livrables de la première année comprennent : l'acquisition de services et de produits infonuagiques, l'établissement d'un courtier en infonuagique, avec un modèle opérationnel, l'élaboration d'une évaluation de l'état de préparation, et la migration infonuagique. Les progrès réalisés à ce jour comprennent le début de la migration à Microsoft Office 365 et Azure (pour les applications .NET), la mise en œuvre des services d'échange de connexions en nuage, l'achèvement du cadre d'évaluation des applications et l'évaluation de 150 applications. Le modèle de courtage et d'exploitation a été défini et l'élaboration d'une DDS du fournisseur de services infonuagiques VOR sera prête à diffuser au T4 2017. Mise à l'essai également d'une initiative DevOps avec le GTT et le MT. Les STI ont lancé leurs services d'infonuagique (GoCLOUD), qui comprennent : Azure, Microsoft Office 365, Cloud Foundry, Cognitive Services et services infonuagiques sur place.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398  <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Services de voix modernisés (ONeVOICE)</b></p> <p>La planification pour remplacer les anciens services de communication vieillissants utilisés par la fonction publique de l'Ontario est en cours.</p> <p>L'objectif initial est la modernisation des services de voix pour offrir une expérience améliorée des employés et une utilisation plus efficace des biens de communication. On a diffusé une Demande d'information pour recueillir les perceptions actuelles susceptibles d'éclairer la demande de soumissions, dont la diffusion est prévue pour le T3/T4-2018.</p> <p>La FPO continue de s'engager à utiliser un système de communication intégré qui englobe un vaste éventail de technologies et d'applications conçues et prises en charge pour fonctionner comme une plate-forme de communication unique, ayant une incidence sur la façon dont elle intègre des services de voix, de données et de vidéo.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398  <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation des outils de collaboration et de productivité – Microsoft Office 365</b></p> <p>Office 365 est un service infonuagique fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplacera plusieurs produits Microsoft individuels actuellement fournis ou hébergés à l'interne par la FPO, y compris le courriel d'entreprise, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers de groupe de travail et à domicile (stockage électronique de documents centralisé sur réseau) et la messagerie instantanée Lync. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront ces outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d'interagir, de collaborer et d'échanger des renseignements.</p> <p>La mise en œuvre de ce nouveau modèle de prestation de services prendra du temps, et l'on prévoit qu'il permettra finalement la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder à leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition en douceur à Office 365 et d'offrir une expérience améliorée à l'utilisateur final et à l'employé avec les produits de Microsoft Office, un programme de gestion du changement composé d'experts en gestion du changement de technologie, de projet et d'organisation sera créé et exécuté. La planification de la migration vers Office 365 est en cours. Une migration pour les adopteurs précoces avec certains employés de TI a commencé à l'automne 2017 et se poursuivra jusqu'en janvier 2018. Un groupe plus vaste de migrations pour les adopteurs précoces est prévu jusqu'en mars 2018. Les migrations à l'échelle de la FPO devraient commencer au milieu de 2018 et la mise en œuvre devrait être terminée en mars 2020.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398  <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Navigateur de classeur</b> (Projet phare)</p> <p>Le Navigateur de classeur sert de remplacement numérique des classeurs papier traditionnels assemblés pour les réunions des comités du Cabinet. Il y a actuellement 20+ comités et 1 500 visualiseurs. Plus récemment, on s'en est également servi dans le cadre de missions commerciales internationales.</p> <p>Réduction importante des coûts liés à l'utilisation du papier, à la préparation et à la distribution. Les autres avantages comprennent l'amélioration de la sécurité, l'accès mobile aux documents et la capacité de mises à jour dynamiques et de notifications.</p>	<p>Ron Huxter Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux (416) 327-1476 <a href="mailto:Ron.Huxter@ontario.ca">Ron.Huxter@ontario.ca</a></p>
<p><b>Projet phare</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RH virtuelles</li> <li>- Détermination des problèmes à l'OCD</li> <li>- Renovations domiciliaires</li> </ul>	<p><b>Informatique cognitive</b></p> <p>L'informatique cognitive offre la capacité de traiter de grands volumes de données structurées et non structurées et d'utiliser des approches de requête en langage naturel pour appuyer l'interaction avec des systèmes cognitifs.</p> <p>Au moyen d'une validation de principe, le Regroupement des organismes centraux (ROC) étudiera comment cette nouvelle technologie peut améliorer les renseignements d'entreprise traditionnels et les approches d'analyses de données. On a également trouvé des occasions plus vastes à l'atelier récent des innovateurs organisé par le ROC. À cet événement, les groupements ITI en conjonction avec les Services technologiques d'infrastructure ont collaboré avec des partenaires opérationnels des ministères pour concevoir des idées de solutions cognitives que l'on peut chercher afin de régler les problèmes opérationnels réels de la FPO.</p> <p>Au moyen d'un ensemble de validations de principe (VdP), le ROC travaillera avec un ministère client pour étudier comment cette nouvelle technologie peut améliorer les renseignements d'entreprise traditionnels avec la capacité de traiter de grands volumes de données structurées et non structurées et d'utiliser la requête en langage naturel pour appuyer les analyses.</p>	<p>Ron Huxter Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux (416) 327-1476 <a href="mailto:Ron.Huxter@ontario.ca">Ron.Huxter@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Modernisation du revenu (MRNF)</b></p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) perçoit les recettes de divers secteurs, y compris des forêts (&gt; 100 millions de dollars par an provenant de près de 40 clients) et de la location des terres de la Couronne (&gt; 8 millions de dollars par an provenant de près de 8 500 clients).</p> <p>Les secteurs d'activités du Ministère sont chargés de la gestion de ce revenu et de la tenue des dossiers sur les fonds obtenus et utilisés.</p> <p>Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour favoriser une approche uniforme à la gestion des revenus à l'échelle du Ministère à l'aide du Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) normalisé de la fonction publique de l'Ontario (FPO).</p> <p>Une solution numérique de gestion des clients de première ligne automatisera les processus opérationnels avec les circuits de travail. Par une approche agile de l'exécution des projets, l'équipe offre de façon itérative des caractéristiques minimales diffusables, en faisant des tests dès le début et fréquemment avec les utilisateurs et offrant une souplesse d'intégration par des composants à couplage lâche.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement réussi de l'occupation des terres de la Couronne; projet des Forêts en cours</li> <li>• Traitement rapide des factures permettant au personnel du Ministère de se concentrer sur les activités de base</li> <li>• Gestion efficace et uniforme des revenus avec un risque réduit d'erreur</li> <li>• Composantes technologiques réutilisables pour intégrer les nouvelles sources de revenus</li> <li>• Renseignements d'entreprise et analyses à temps réel pour la prise de décisions</li> <li>• Conformité améliorée avec la Directive sur les finances de la FPO</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Système de réservation et d'enregistrement de parcs (MRNF)</b></p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) gère Parcs Ontario au moyen de la protection, de la conservation, de la formation et de l'offre d'occasions de loisirs, y compris le camping, la randonnée pédestre, le canotage, la nage, le ski, la raquette et l'observation de la nature (329 parcs provinciaux, plus de 7,8 millions d'hectares, 10 millions de visiteurs, 1,3 million de campeurs à 19 000 de campements. 80 % des réservations sont maintenant en ligne).</p>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<p>Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour remplacer le système existant avec un service numérique et des outils modernes en ligne pour le renseignement d'entreprise et la gestion des revenus du Ministère. L'étape actuelle comprend l'élaboration d'analyses de rentabilité et des approbations d'options pour une future solution numérique.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la continuité des services de Parcs Ontario.</li> <li>• Mettre à jour et moderniser les processus de réservation et d'enregistrement afin de répondre aux attentes actuelles liées au niveau de service, améliorer l'expérience client et rationaliser les processus opérationnels.</li> <li>• Mise à jour de la technologie en vue de répondre aux besoins et aux possibilités futures dans le marché de réservation et d'enregistrement des parcs.</li> </ul>	
	<p><b>Registre environnemental et Outil de consultation publique (MEACC)</b></p> <p>Les ministères de la fonction publique de l'Ontario (FPO) affichent des avis publics pour toute proposition, décision ou question liée aux répercussions environnementales possibles. Le Registre environnemental du ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) permet d'afficher ces avis en ligne et fournit aux Ontariens un moyen de participer aux décisions. Les ministères doivent tenir compte des commentaires sur ces affichages à la mise en œuvre des décisions (17 ministères avec une moyenne de 3 000 publications environnementales annuelles).</p> <p>Le MEACC collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour remplacer le système périmé existant par une plate-forme de mobilisation du public moderne, interactive et conviviale. Cela signifiera une mobilisation améliorée du public pour la prise de décisions environnementales éclairées dans l'ensemble de la FPO.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élargissement de la portée et de la sensibilisation du public</li> <li>• Amélioration des options et des alertes de surveillance pour le public</li> <li>• Automatisation pour la réduction des risques et de la charge administrative du Ministère</li> <li>• Meilleurs rapports et renseignements organisationnels</li> <li>• Accès et transparence accrus des renseignements</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Projet de restructuration de la conformité et de la technologie des systèmes d'information (PRCTSI)</b></p> <p>Le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) protège notre environnement naturel et la santé des collectivités par ses programmes de réglementation, en surveillant la conformité et l'application là où il y a lieu. Le ministère veille aussi à ce que les cas de non-conformité donnent lieu aux mesures nécessaires rapidement et efficacement. (8,5 k inspections de conformité, en moyenne, chaque année).</p> <p>Le MEACC collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour mettre en œuvre une solution moderne de conformité et d'application de la loi commune à tous les secteurs d'activité à l'échelle du Ministère. La solution sera intégrée avec la Plateforme d'autorisations d'entreprise (PAP) et les profils réglementaires d'entreprise pour les entreprises.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès en ligne rapide et facile, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 aux renseignements et aux services, à l'aide de tout appareil (mobile)</li> <li>• Profil d'entreprise unique pour les entreprises dans tous les programmes du MEACC (approbations/autorisations)</li> <li>• Efficacité et économies au moyen de la modernisation des processus opérationnels et de la réduction du dédoublement d'efforts</li> <li>• Rationalisation de la mise en œuvre des nouveaux secteurs d'activités au moyen d'une solution commune en nuage</li> <li>• Information holistique et renseignements opérationnels à l'appui des données probantes et des services de conformité/d'application fondés sur les risques</li> <li>• Renseignements uniformes de grande qualité à l'échelle du Ministère avec une réduction d'erreurs des processus manuels et des anciens systèmes</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Plateforme d'autorisations d'entreprise (PAP)</b> <i>(Projet phare)</i></p> <p>Le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) protège notre environnement naturel et la santé de nos collectivités par des approbations et autorisations environnementales. Les entreprises de l'Ontario qui rejettent des polluants atmosphériques, hydriques, terrestres ou sonores ou qui manipulent des déchets doivent obtenir une approbation ou un permis (6,5 k approbations annuelles en moyenne).</p> <p>Le MEACC a conclu un partenariat avec la Groupement ITI pour les terres et les ressources afin de passer d'un programme de certificats d'approbation sur papier à un service numérique en ligne. Cette solution organisationnelle permet d'établir un</p>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>



	<p>cadre axé sur les risques pour appuyer tous les secteurs d'activité d'approbation et de permis du Ministère. En cours de route, l'équipe adopte une approche itérative à l'égard des nouveaux secteurs d'activité en fonction des impératifs et des priorités opérationnels.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Économies de temps et de coûts organisationnels grâce à l'auto-inscription en ligne pour les approbations à faible risque (des minutes plutôt que des mois).</li> <li>• Accès en ligne plus rapide à l'information, aux approbations et aux permis (accès mobile).</li> <li>• Information intégrée pour la prise de décisions holistiques du Ministère.</li> <li>• Le processus numérique a ramené le volume des présentations papier de 3-5 boîtes d'archivage par soumission (16 k pi ca de papier annuellement).</li> <li>• Plateforme adaptable, souple et réutilisable (permettant l'intégration de nouveaux secteurs d'activité en moins de quatre mois).</li> </ul>	
	<p><b>Maintenance adaptative des systèmes d'information géographique (SIG)</b> (Projet phare)</p> <p>Les catalogues Information foncière sur les terres de l'Ontario (ITO) du ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) utilisent et partagent publiquement des cartes et des données spatiales de l'Ontario (9,6 M parcelles de données géospatiales, &gt;200 produits de données ouvertes).</p> <p>Le Groupement ITI pour les terres et les ressources du MRNF a conclu un partenariat pour exploiter ces données par la Plateforme de prestation du SIG (PPS). La PPS est un ensemble commun de logiciels et d'infrastructures pour le SIG dans la Fonction publique de l'Ontario (FPO) (70 % des ministères de la FPO utilisent activement le SIG, &gt;3 k utilisateurs actifs des logiciels de bureau SIG).</p> <p>La maintenance adaptative du SIG est une stratégie pluriannuelle de renouvellement continu pour articuler la maintenance sur les composantes prioritaires du SIG (infrastructure, intergiciels, applications et services). En accordant la priorité aux mises à niveau itératives, on assurera une infrastructure SIG stable et à jour pour la FPO. Il existe dans DevOPS des possibilités de simplifier les processus et les approches de maintenance en vue d'une mise à jour continue.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Économies de temps et de coûts, passage du cycle coûteux du renouvellement des vieux systèmes et leur remplacement par des mises à jour agiles, souples et rentables</li> <li>• Réduire les problèmes d'interdépendance et les risques dans les mises à jour</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès fiable aux solutions et aux services à l'échelle de la FPO sur une infrastructure à jour</li> </ul>	
	<p><b>Environnement d'analyse intégrée des données du Ministère (MIDAS)</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>Le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) recueille des données dans l'ensemble des secteurs d'activité du Ministère sur les permis, les licences et les certifications. Les secteurs utilisent ces données pour la surveillance et l'assurance de la conformité, l'élaboration de politiques, la recherche et les rapports (79 types d'autorisations environnementales pour 10 systèmes ministériels).</p> <p>Le MEACC travaille en partenariat avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) afin de regrouper les données relatives aux autorisations dans l'ensemble des systèmes du Ministère et de fournir un portail unique au personnel de tout le Ministère pour l'analyse et les rapports détaillés des données.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rendre les données accessibles et utilisables en les regroupant dans un même système centralisé.</li> <li>• Analyser et visualiser les données pour appuyer les prédictions et la prise de décisions éclairées.</li> <li>• Des rapports publics plus rapides, améliorés et transparence.</li> <li>• Efficacité par la modernisation des processus opérationnels et réduction du dédoublement des efforts ou du risque d'erreur.</li> </ul>	<p>John DiMarco  Dirigeant principal de l'information  Groupement ITI pour les terres et les ressources  416-326-6954  <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Renouvellement du système automatisé d'octroi de licences - faune aquatique et terrestre (MRNF)</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) émet des licences for de pêche et de chasse récréatives en Ontario (moyenne de 1,3 million de pêcheurs, moyenne de 400 000 de chasseurs hunters et 2,5 millions opérations annuelles pour le revenu annuel de 60 millions de dollars) au moyen de Service Ontario, d'Internet, de la Réponse vocale interactive (RVI) et des moyens d'émetteurs externes (entreprises de chasse et de pêche de l'Ontario).</p> <p>Le MRNF travaille en partenariat avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) et un fournisseur tiers pour remplacer le système existant par un système de commerce électronique en ligne moderne. L'équipe de projet consulte</p>	<p>John DiMarco  Dirigeant principal de l'information  Groupement ITI pour les terres et les ressources  416-326-6954  <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<p>le Bureau numérique de l'Ontario et adopte une approche centrée sur la clientèle par la conception, la livraison et la mise en œuvre.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès public rapide et facile 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 en ligne pour les licences de chasse et de pêche.</li> <li>• Amélioration du service à la clientèle y compris la réalisation électronique des licences</li> <li>• Amélioration de la gestion administrative y compris la configuration et la souplesse des produits et leur adaptabilité aux changements réglementaires futurs</li> <li>• Réduction de l'effort et du coût par transaction</li> </ul>	
	<p><b>Modernisation de la Loi sur les mines (MDNM)</b> (Projet phare)</p> <p>Le ministère du Développement du Nord et des Mines (MDNM) réglemente la prospection, l'exploration minière, et l'exploitation et la réhabilitation des mines. (Industrie de 11 milliards de dollars en Ontario. 275 000 de concessions minières, 40 sites miniers et 300 explorations sur 70 millions d'hectares des terres de la Couronne disponibles pour le jalonnement).</p> <p>Le MDNM collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour mettre en œuvre un nouveau système de gestion de l'utilisation des terres minières en ligne appuyant les changements à la Loi sur les mines de l'Ontario et permettant l'acquisition électronique de concessions minières. Il fournira un accès mondial 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour acquérir par voie numérique le régime foncier pour l'exploitation minière, d'autres services de prospection et le paiement en ligne. Il intègre également les données des Systèmes d'information géographique (SIG) de la FPO provenant d'Information sur les terres de l'Ontario pour fournir des renseignements sur les concessions minières et les activités d'exploration sur une carte (5,2 M cellules de données spatiales).</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès rapide et facile de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 aux données et aux services d'exploration minière avec un accès en ligne pour mettre à jour des renseignements</li> <li>• Réduction du temps pour l'acquisition de concessions minières (de quelques semaines à quelques minutes)</li> <li>• Renseignements publics sur les concessions minières et les activités disponibles sur une carte (données spatiales intégrées)</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la base de données centralisée, avec une exactitude accrue des données spatiales</li> </ul>	
	<p><b>Ententes sur les niveaux de services</b></p> <p>Pour s'assurer que les ministères du gouvernement de l'Ontario reçoivent des services d'ITI de haute qualité, une norme de gestion des niveaux de service avec le modèle et les directives correspondantes pour la gestion des niveaux de service a été introduite à la Fonction publique de l'Ontario (FPO).</p> <p>Des ententes sur les niveaux de service pour les applications essentielles à la mission ont été établies en date de décembre 2017. Le plan consiste à mettre en place des accords pour les applications restantes d'ici mars 2019.</p>	<p>Fred Pitt, dirigeant principal de l'information, Gestion des services organisationnels (416) 212-1624 <a href="mailto:Fred.Pitt@ontario.ca">Fred.Pitt@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Restructuration du Bureau de service et du Bureau de commande</b> (Projet phare)</p> <p>Depuis plus de 10 ans, le service du « chariot virtuel » en ligne du Bureau des commandes de service (BCSL) a bien aidé les employés de la FPO à acquérir des produits et services d'infrastructure et de TI d'entreprise. Le BCSL est un service numérique interne de la FPO, qui compte plus de 60 000 utilisateurs. La planification est en cours pour actualiser le BCSL.</p> <p>La FPO a collaboré avec le département de la recherche et de l'innovation de l'Ontario College of Art and Design pour élaborer et mettre en œuvre une approche de conception axée sur l'utilisateur pour l'actualisation du BCSL. Il s'agit d'une occasion pour élaborer une solution plus flexible qui s'harmonisera avec les nouvelles tendances technologiques et l'engagement du gouvernement de moderniser l'ITI et de transformer la prestation des services à l'interne et à l'externe à l'organisation.</p>	<p>Fred Pitt, dirigeant principal de l'information, Gestion des services organisationnels (416) 212-1624 <a href="mailto:Fred.Pitt@ontario.ca">Fred.Pitt@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Informatique cognitive</b></p> <p>La Gestion des services organisationnels étudie actuellement des possibilités pour intégrer l'informatique cognitive dans ses activités avec deux validations de concept en cours.</p> <p>Le Bureau de service de la TI de la fonction publique de l'Ontario (FPO) reçoit près de 30 000 appels de soutien à l'impression par an; représentant un des cinq</p>	<p>Fred Pitt, dirigeant principal de l'information, Gestion des services organisationnels (416) 212-1624 <a href="mailto:Fred.Pitt@ontario.ca">Fred.Pitt@ontario.ca</a></p>

	<p>premiers appels les plus fréquents. La résolution est complexe avec beaucoup de contrats de fournisseurs et de modèles d'imprimante en place.</p> <p>Un projet pilote a été lancé en juin 2017 pour mettre en œuvre une solution d'aide aux agents à l'aide des technologies cognitives. Avec l'utilisation d'articles de connaissances, l'objectif est de fournir des réponses uniformes et exactes aux appels de service. Les résultats du projet pilote sont évalués et des plans sont en cours pour envisager d'autres services pour des occasions pilotes.</p> <p>Le processus actuel d'examen et d'analyse de la Gestion des problèmes et des incidents de TI est limité en raison des données volumineuses et encombrantes comme des journaux de serveur, des événements, des alertes et des données non structurées. Le processus d'examen est long et difficile pour déterminer des tendances de cause principale et des mesures proactives pour éviter des incidents.</p> <p>La planification est en cours pour élaborer une application cognitive pour la gestion proactive de problèmes pour appuyer la capacité de la FPO à déterminer des tendances dans les problèmes et les incidents. L'objectif est de réduire les interruptions de service en trouvant des problèmes avant qu'ils touchent les utilisateurs. Un examen de validation de principe est en cours de préparation pour mener un projet pilote.</p>	
	<p><b>Portail des conventions collectives</b></p> <p>En juin, l'équipe du Portail des conventions collectives (un partenariat entre le Groupement ITI pour le travail et les transports (GTT) et le ministère du Travail) a été félicitée au moyen d'un prix Amethyst pour la création d'une fenêtre gratuite d'accès de libre-service, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à plus de 400 000 conventions collectives des secteurs public et privé de l'Ontario pour appuyer la recherche et les négociations. Ce portail de pointe règle un problème de conformité pour le ministère du Travail et établit l'Ontario comme un chef de file international dans les solutions novatrices pour l'hébergement et l'extraction de renseignements sur les négociations collectives de même qu'il renforce notre engagement aux partenariats, tout en améliorant nos services numériques et en priorisant les utilisateurs. Depuis son lancement public en avril 2016, on a accédé au portail plus de 60 000 fois à partir de plus de 91 pays.</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation de la sécurité des usagers de la route</b></p> <p>Le Projet de modernisation des activités de sécurité des usagers de la route (PMASUR) du ministère des Transports de l'Ontario conçoit à nouveau les systèmes de délivrance de permis et d'immatriculation de l'Ontario pour répondre aux demandes croissantes de services plus rapides, plus efficaces et accessibles.</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>

	<p>En tant que l'initiative de modernisation la plus importante dans la FPO, le projet transforme les systèmes technologiques à risque élevé de la Division de la sécurité des usagers de la route (DSUR) en solutions ITI de pointe pour s'assurer que le gouvernement de l'Ontario et ses partenaires opérationnels resteront des chefs de file internationaux en sécurité routière pour les années à venir. L'Ontario est une des premières administrations en Amérique du Nord à avoir une vraie solution intégrée d'enregistrement de transporteur et de surveillance du rendement établie sur un modèle de « un client un dossier ». La modernisation dans la première partie comprenait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transporteurs en ligne</li> <li>• Centre d'inspection des véhicules automobiles</li> <li>• Plan d'immatriculation international (IRP) / permis pour véhicule ou charge de dimensions/poids exceptionnels</li> <li>• Gestion des stocks</li> <li>• Audit des installations</li> </ul>	
	<p><b>Nuage public Azure</b> (Projet phare)</p> <p>En mars 2017, les services infonuagiques publics Azure sont mis à la disposition des clients au moyen du partenariat entre le GTT et les STI. Le nuage public Azure est un environnement d'hébergement sur demande, très accessible et évolutif qui offre la souplesse de répondre rapidement aux charges de travail complexes.</p> <p>Azure offre de nouvelles approches de DevOps qui permettent le développement rapide d'applications, des cycles de rétroaction rapide, et des déploiements rapides pour répondre aux besoins et aux demandes des clients. Ils offrent également de nouvelles possibilités pour le mobile, les données volumineuses, et les analyses prévisionnelles pour aider les clients à régler des problèmes opérationnels difficiles.</p> <p>Nous examinons également des possibilités au moyen d'un travail de validation de concept, pour tirer profit des nombreuses fonctions d'Azure. Nous migrons actuellement 175 applications vers le nuage public Azure et effectuons un nouveau développement dans le nuage depuis le début de 2017.</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Priorité aux patients : Plan d'action en matière de soins de santé</b></p> <p>Un plan a été établi pour transformer le système de santé en un système plus intégré et axé sur les patients. Un aspect fondamental de cet effort consiste à investir dans la santé numérique. La santé numérique est une question d'information : il s'agit de mettre l'information sur la santé des patients à la</p>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé (416) 326-7133 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<p>disposition des patients et des fournisseurs de soins de santé quand et où ils en ont besoin.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Premièrement, nous voulons faciliter l'accès des patients à l'information et aux services de santé. Conformément à nos efforts visant à faire de l'Ontario le gouvernement le plus moderne et le plus numérique au Canada, nous voulons que les patients et leurs familles soient en mesure de participer davantage à leur propre santé en ayant accès aux renseignements sur leur santé personnelle et à des services de soins de santé, en commençant par les visites de routine chez le fournisseur de soins primaires dans le but de mieux gérer les maladies chroniques, et ce, par des méthodes nouvelles et plus pratiques. En cours de route, nous demanderons les conseils et les commentaires du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée pour nous assurer que la vie privée des patients est protégée au fur et à mesure de l'évolution de la santé numérique.</li> <li>• Deuxièmement, nous voulons recourir à la santé numérique dans le but d'accroître la qualité, l'efficacité et la responsabilisation au sein du système de santé. Les fournisseurs bénéficieraient de l'appui dont ils ont besoin pour offrir des soins de qualité supérieure aux patients, alors que le système de santé disposerait des outils nécessaires pour assurer sa durabilité pour les générations futures en plus d'être redevables aux contribuables actuels.</li> <li>• Troisièmement, nous désirons en faire plus afin de stimuler l'innovation et la croissance dans l'économie de la santé numérique. Nous voulons assister à la croissance de l'Ontario en tant que chef de file technologique en santé numérique dans un bouillant marché d'innovateurs et d'entreprises de pointe offrant des solutions de niveau mondial aux patients. La croissance dans le domaine de la santé numérique profiterait à l'économie en général. Tout en protégeant la vie privée des patients et les intérêts de la population en général, nous aiderions les innovateurs à accéder aux données et à la technologie dont ils ont besoin afin de créer des solutions numériques nouvelles qui répondent aux critères de réussite. En ayant recours à des stratégies capables d'assurer la propagation et l'escalade des innovations prometteuses, nous pouvons profiter d'approches transformatrices en matière de santé numérique tout en réduisant les risques pour les contribuables et en ouvrant des possibilités de mieux informer les patients.</li> </ul>	
	<p><b>Régime d'assurance-maladie de l'Ontario plus (RAMO+) :</b>  <b>Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes (MSSLD)</b></p> <p>Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) est chargé des programmes publics de médicaments de l'Ontario et est orienté dans cette tâche par deux principes :</p>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé  (416) 326-7133  <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• offrir aux résidents de l'Ontario un meilleur accès aux meilleurs traitements médicamenteux reconnus d'aujourd'hui, et</li> <li>• obtenir de meilleurs prix pour nos médicaments afin de pouvoir réinvestir l'argent économisé dans le système.</li> </ul> <p>Actuellement, les Ontariens sont admissibles au Programme de médicaments de l'Ontario (PMO) lorsqu'ils ont 65 ans. Certains Ontariens sont admissibles avant d'atteindre cet âge puisqu'ils vivent dans un établissement de soins de longue durée ou un établissement de soins spéciaux, ou sont inscrits à d'autres programmes comme les Soins à domicile, Ontario au travail, Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, ou le Programme de médicaments Trillium.</p> <p>À compter du 1er janvier 2018, toute personne ayant 24 ans ou moins sera en mesure d'obtenir gratuitement des médicaments sur ordonnance en vertu du nouveau RAMO+ : Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes. La couverture sera automatique, sans aucun coût initial. Tous les bébés, les enfants et les jeunes âgés de 24 et moins qui ont une couverture du RAMO seront automatiquement couverts par le RAMO+. Le nouveau programme couvrira complètement le coût de plus de 4 400 produits pharmaceutiques qui sont actuellement disponibles au moyen du PMO. Aucun coût ne sera imputé aux bénéficiaires (ils ne devront rien payer de sa poche) et il n'y aura aucune franchise ni quote-part.</p> <p>La solution IT pour le RAMO+ : le programme d'assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes utilisera la conception et la souplesse intégrée du Système du réseau de santé existant (SRS), qui fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et qui appuie le programme PMO en reliant plus de 4 100 pharmacies de la province pour le traitement des demandes et la facturation en temps réel pour les produits médicamenteux financés par le secteur public.</p>	
	<p><b>Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (MSSLD)</b></p> <p>La Division des programmes de médicaments de l'Ontario (DPMO) du ministère de la Santé et des Soins de longue durée supervise divers programmes de médicaments de l'Ontario (PMO) conçus pour assurer des thérapies médicamenteuses sécuritaires, efficaces, rapides, rentables et durables pour les Ontariens admissibles.</p> <p>Lorsque la recherche indique qu'un médicament peut être efficace dans des circonstances cliniques particulières ou lorsque les coûts sont particulièrement élevés ou plus élevés que le coût des solutions de rechange indiquées dans le Formulaire de médicaments de l'Ontario ou l'Index comparatif des médicaments</p>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé (416) 326-7133 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>



	<p>(Formulaire), le médicament peut être couvert sous le Programme d'accès exceptionnel (PAE). Pour qu'un tel médicament soit financé, le médecin prescripteur du patient doit présenter une demande en fournissant des renseignements au sujet des circonstances cliniques du patient nécessitant le médicament. Le programme reçoit actuellement de 300 à 500 demandes par jour (75 000 par an), dont la plupart par télécopieur; toutefois ce chiffre doit augmenter, avec l'introduction du nouveau RAMO+ : Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes en date du 1er janvier 2018.</p> <p>Le projet d'Échange d'information numérique sous autorisation spéciale ([EINAS]) offrira un nouveau service en ligne où les médecins prescripteurs et leurs représentants autorisés peuvent rechercher, créer et gérer des demandes de PAE. Pour beaucoup de médicaments et d'indications, l'EINAS fournira une évaluation des demandes en temps réel. Pour les demandes qu'il est impossible d'évaluer automatiquement, l'EINAS fournira une automatisation et des outils administratifs améliorés pour améliorer les délais de traitement.</p>	
	<p><b>Visualisation avancée de données</b></p> <p>Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) recueille d'importants volumes de données pour prendre des décisions éclairées sur la prestation de soins de santé de haute qualité aux patients dans toute la province. Les analystes de la santé doivent souvent effectuer une exploration de données pour trouver des tendances d'utilisation des services de santé et, au moyen de l'utilisation des outils analytiques, interpréter leur signification. Le projet de Visualisation avancée des données (VAD) fournira aux utilisateurs un outil Web pour traiter les données et interagir directement avec elles pour mieux répondre à leurs besoins en information et permettre la détermination de domaines dans la prestation des services de santé qui nécessite une attention particulière ou des améliorations de façon visuellement pertinente. Il permettra aux analystes de visionner d'importants volumes de données rapidement et de présenter leurs conclusions analytiques dans un format graphique. Une fois mise en œuvre, l'application de la VAD appuiera beaucoup d'initiatives gouvernementales, comme le Plan d'action en matière de soins de santé et les ententes de responsabilité du réseau local d'intégration des services de santé du Ministère, en remplaçant l'établissement de rapports statiques avec les visualisations interactives de mesure et de rapports de l'indicateur de la santé.</p> <p><b>Faits saillants de la VAD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application de la VAD compte sur une architecture de mémoire interne qui permet des analyses à rendement élevé de données sur la santé offrant des connaissances plus approfondies et des délais de réponse plus rapides aux</li> </ul>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé (416) 326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<p>nouvelles tendances comme l'utilisation de l'opioïde et les taux d'occupation des lits dans tous les hôpitaux qui peuvent nécessiter une attention accrue;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elle fournit une interface libre-service conviviale pour répondre rapidement aux demandes urgentes de renseignements en créant des visualisations interactives de haute qualité et en les affichant dans un portail Web aux fins de visualisation;</li> <li>• Elle prend en charge la visualisation géospatiale et améliore la présentation des résultats analytiques en fusionnant et en recouvrant des données géographiques sur une carte pour obtenir des connaissances de niveau granulaire pour les tendances d'utilisation des soins de santé dans les populations cibles.</li> </ul> <p>Un espace de travail de VAD entièrement fonctionnel a été livré à un petit groupe de scientifiques en données sur la santé dans un environnement de bac à sable, et des travaux sont en cours pour élaborer un outil Web pour le personnel du MSSLD qui offre des visualisations interactives indicateurs de santé calculés au préalable par sujet ou secteur clé.</p>	
	<p><b>Répertoire numérique des médicaments</b></p> <p>Le Répertoire numérique des médicaments (RNM) est le premier élément fondamental de la Stratégie des profils pharmaceutiques complets du Ministère. Le ministère a élaboré le Répertoire numérique des médicaments pour permettre aux médecins, aux pharmaciens (au moyen de diverses applications de point de service et visualiseurs), et autres fournisseurs de soins de santé d'accéder aux historiques de médicaments délivrés sous ordonnance et des services pharmaceutiques au point d'intervention.</p> <p>Le RNM a été établi afin de tirer profit des banques de données sur les médicaments du ministère dans le Système du réseau de santé (SRS), facilitant et élargissant l'accès des fournisseurs de soins de santé aux dossiers pharmaceutiques au moyen des visualiseurs cliniques régionaux. Le RNM contient des événements historiques sur les médicaments du système de règlement des demandes de médicaments de l'Ontario (DMO) et des données administrées dans le Système de surveillance des stupéfiants et des substances contrôlées (SSSSC).</p> <p>Le RNM offre un entrepôt de données solide et durable et des services Web de Health Level Seven – Fast Healthcare Interoperability Resources (HL7-FHIR) fondés sur les normes pour tous les médicaments et les services pharmaceutiques financés par la Province, de même que les médicaments contrôlés, offrant un élément essentiel des dossiers de santé électroniques pour tous les Ontariens.</p>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<p>En l'automne de 2016, le RNM a été lancé à partir d'un lancement par étapes qui comprenait trois sites d'utilisateurs précoces accédant aux données au moyen du visualiseur ClinicalConnect au Sud-Ouest de l'Ontario : l'Hôpital général de Guelph, l'équipe de santé familiale de Guelph et la clinique de santé communautaire de Guelph.</p> <p>En date du juillet 2017, on a fourni aux fournisseurs de soins de santé à 183 sites au total un accès au RNM au moyen de deux visualiseurs régionaux de l'Ontario. On continue le déploiement du RNM à d'autres utilisateurs; la gestion du changement continu et l'adoption seront orientées par les processus intégrés liés aux visualiseurs cliniques.</p> <p>Aujourd'hui, près de 1,4 milliard de dossiers historiques du Programme de médicaments de l'Ontario (représentant près de sept ans de données) et tous les dossiers historiques du SSSSC ont été chargés dans le RNM. Chaque mois, près de 17 millions de nouveaux dossiers pharmaceutiques sont ajoutés dans le RNM; le taux de croissance mensuelle des données est de 1,5 % en moyenne.</p>	
	<p><b>ICON - carte jaune numérique et établissement de rapports sur la vaccination</b> (Projet phare – Répertoire numérique des immunisations)</p> <p>À l'aide des cartes d'immunisation jaunes numériques, les Ontariens peuvent maintenant récupérer une version électronique de leur propre « carte jaune » ou de celle de leurs enfants qui renferme leur historique à jour et complet en matière d'immunisation. Ils peuvent également déterminer rapidement et de manière pratique le genre d'immunisation dont ils auront besoin au cours des prochains mois et inscrire les types d'immunisation nouveaux ou manquants en ligne aux fins de validation des aux unités de santé publique.</p> <p>Le projet pilote a été lancé en octobre 2016. Les résultats du projet pilote ont éclairé les améliorations à la fonctionnalité, à l'expérience utilisateur et à la gestion de l'identité et de l'accès. Le public a accédé à la carte jaune numérique plus de 17 500 fois depuis le début du projet pilote. Le service est maintenant fourni à plus de 50 % de la population des parents et des étudiants avec des plans pour élargir la fonction de gestion de l'identité et de l'accès en vue de tirer profit du numéro de carte de santé et des justificatifs bancaires.</p>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Moderniser la garde d'enfants</b></p> <p>La vision à long terme du gouvernement de l'Ontario est de mettre sur pied un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui soit coordonné, accessible et de qualité à l'intention des enfants d'âge préscolaire et des enfants d'âge scolaire. Les aspects importants de cette vision sont les questions de santé,</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>de sécurité et de qualité dans les services de garde d'enfants titulaires d'un permis et également dans le secteur des services informels de garde d'enfants.</p> <p>Le Système de gestion des permis des services de garde (SGPSG), une solution d'Information et de technologie de l'information (ITI), a été conçu et livré avec succès afin d'appuyer la réduction au minimum du traitement manuel et fournir un mécanisme électronique en ligne et en temps réel pour la consignation de plaintes au sujet des programmes titulaires de permis. Cette solution permet au personnel du Ministère de consigner et gérer les plaintes du public de façon cohérente et centralisée tout en assurant l'exactitude des données. De plus, une base de données provinciale permet de répondre en temps opportun aux plaintes et facilite l'analyse des données pour cerner les tendances et produire des rapports au niveau provincial.</p> <p>En mars et le 3 septembre 2017, des communiqués ont annoncé la mise en œuvre de changements de politique touchant les règles et exigences pour différentes tranches d'âge des enfants, en vertu de la <i>Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance</i>. En plus de la mise en œuvre des nouvelles annexes d'âge, une fonctionnalité d'enquête intégrée a été lancée pour recueillir des renseignements supplémentaires des garderies, chaque année. La diffusion, le 3 septembre 2017, de l'application du Système de gestion des permis des services de garde d'enfants (GPSGE) devait refléter les modifications réglementaires entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2017 concernant l'expiration des permis après la date d'échéance du renouvellement. Cette diffusion comprenait aussi des améliorations à la fonctionnalité existante, comme l'affectation pour assurer un meilleur soutien pour le personnel des permis et pour les gestionnaires régionaux. Un autre produit livrable clé a été l'aide à la restructuration en sept régions des six régions de la Direction de l'assurance de la qualité et de la délivrance des permis des services de garde d'enfants, avec l'inclusion de l'information au niveau des quartiers du Centre de services de garde pour la ville de Toronto.</p> <p>La Solution d'analyse de la garde en milieu familial (SAGMF) est une solution opérationnelle de renseignements d'entreprise et d'établissement de rapports conçue pour intégrer les données provenant des nombreuses solutions opérationnelles en matière d'ITI pour soutenir une prise de décisions fondée sur des données probantes. La SAGMF fournit une solution Web flexible qui envoie des rapports normalisés deux fois par mois au personnel du Ministère pour aider le personnel régional à gérer sa charge de travail. La SAGMF contient 19 rapports normalisés, de même qu'une fonctionnalité d'établissement de rapports ponctuels qui permet au personnel du Ministère de suivre les informations sur les licences de garde en milieu familial et de cerner les tendances et les enjeux dans différentes périodes historiques dans de nombreux emplacements géographiques.</p>	
--	---	--

	<p>Au cours de la dernière année, il y a eu de nombreuses améliorations au GPSGE et au SAGMF, ainsi que de nouvelles demandes de la part des milieux de la petite enfance. Certaines principales améliorations apportées étaient l'inclusion de nouvelles données d'enquête sous licence, de nouvelles données de liste de vérification, des mesures supplémentaires de qualité des données, et de nouveaux rapports ponctuels et normalisés. L'équipe a également travaillé à migrer un processus intensif manuel auparavant pour créer des faits annuels sur la garde d'enfants et des profils municipaux dans la SAGMF, offrant un processus plus souple et normalisé pour les besoins futurs d'établissement de rapports. De plus, de nouvelles diffusions à la fin de 2017 ont intégré un certain nombre d'améliorations, y compris l'intégration des rapports entre le GPSGE et la SAGMF et de nouvelles visualisations de données commandées par les utilisateurs.</p> <p>Une nouvelle collection (Expériences sur la petite enfance) sera ajoutée au Système d'information scolaire de l'Ontario pour recueillir des renseignements exhaustifs et rétrospectifs au sujet de la participation d'un enfant dans les programmes de la petite enfance. Les données seraient demandées au moment de l'inscription de l'enfant à la garderie et permettraient de mieux comprendre comment les familles accèdent aux programmes, et comment les programmes sont liés à la santé et au bien-être, et d'améliorer l'élaboration des politiques et la prestation des programmes.</p>	
	<p><b>Foyers de soins de longue durée – Réduction des taux</b></p> <p>Le Groupement ITI des Services à la collectivité a travaillé en étroite collaboration avec la Division des foyers de soins de longue durée du ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) et le Groupement ITI des services de santé afin de moderniser le secteur d'activité <b>Foyers de soins de longue durée – Réduction des tarifs</b>.</p> <p>Les résidents des foyers de soins de longue durée (SLD) doivent contribuer au coût de leur logement (de base ou préféré) au moyen d'une quote-part. Pour s'assurer que le revenu ne constitue pas d'obstacle à l'accès, les résidents qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour payer le taux de quote-part pourraient être admissibles à une réduction du montant de leur quote-part. On appelle cela la « réduction des taux » et elle est disponible uniquement aux résidents d'un logement de base. Les foyers de SLD soumettent des demandes de réduction des taux au Ministère pour le compte des résidents. On estime que le ministère reçoit environ 33 000 demandes par année. Les foyers de SLD administrent le programme de réduction des taux à l'aide d'applications de technologie de l'information disparates mises à la disposition par le Ministère.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>Dans le cadre de l'analyse des options visant à moderniser cette activité, il a été établi que la mise à profit de la plate-forme d'une solution opérationnelle existante au Groupement des services à la collectivité (GSC) fournirait des efficacités de temps et de coûts. Le nouveau système est devenu opérationnel en juin 2016. Jusqu'ici, environ 600 foyers de SLD sont inscrits, avec 28 000 résidents, et environ 30 000 demandes de réduction de taux ont été traitées chaque année par le nouveau système. Les activités de pointe pour le système commencent en juillet de chaque année quand les résidents renouvellent leurs demandes, et pendant ce temps le système traite 22 000+ demandes avec une grande efficacité.</p> <p>L'évitement des coûts estimé de 1,4 million de dollars appuiera les économies visées par le gouvernement de l'Ontario sous la catégorie « Rationaliser l'empreinte des applications » d'une initiative de transformation à l'échelle organisationnelle. De plus, l'initiative a démontré la vision et la maturité du Groupement des services à la collectivité selon une nouvelle façon de faire des affaires, de réutiliser et d'optimiser les investissements existants et de modéliser les relations de travail horizontales.</p> <p>Au cours des six à 12 derniers mois, plusieurs nouvelles fonctions et améliorations ont été ajoutées à l'application améliorée du système d'information pour la réduction des taux, pour permettre l'établissement de rapports de libre-service, de même que l'impression en lot pour les utilisateurs qui permettront des économies dans les processus opérationnels et élimineront la nécessité du Ministère d'imprimer plus de 60 000 formulaires.</p>	
	<p><b>Modernisation du système du Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI)</b></p> <p>Le projet de modernisation du système du POCI a donné lieu à une plateforme numérique pour appuyer la prestation de services simplifiés aux clients du monde entier qui sont d'éventuels immigrants en Ontario. Cette modernisation s'est soldée par l'accroissement de l'agilité du programme pour répondre de façon dynamique aux besoins changeants.</p> <p>En date de septembre 2017, tout le programme POCI et tous les volets d'activité sont numériques. Le programme a pu atteindre l'objectif de 6 000 candidats pour 2017 et vise actuellement à augmenter les affectations pour 2018. Le programme POCI a pu atteindre les meilleurs temps de traitement dans tout le Canada en 2017. En outre, des groupes de discussion avec les intervenants ont conclu que le système est le plus convivial et le plus respecté par les avocats de l'immigration qui représentent des clients dans leurs demandes au titre du PDCP.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p><b>Système de gestion des cas d'enquête</b></p> <p>Le Système de gestion des cas d'enquête a été élaboré pour aider à assurer le suivi et la surveillance de l'enquête sur les services de garde d'enfants dans le but de faciliter l'application de la loi sur la garde d'enfants, tel que prescrit dans la Loi sur la garde d'enfants et la petite enfance. À l'aide du cadre d'application et de modernisation des services de garde d'enfants déjà mis en place, et de la technologie de la plate-forme de gestion de cas (Siebel), le système a été conçu et lancé en novembre 2015 pour commencer la saisie des cas d'établissements de garde d'enfant non réglementés et faciliter les processus d'inspection et d'exécution. Le système consigne tout le cycle de vie des enquêtes de garde d'enfants, y compris les plaintes, les premières visites, les enquêtes, les mesures d'exécution, et les poursuites, et comprend une fonctionnalité d'analyse de données.</p> <p>Une application mobile a bien été livrée en mars 2017, accompagnée d'un nouvel environnement d'infrastructure pour appuyer le lancement. La solution mobile permettra aux enquêteurs d'utiliser un appareil mobile tout en menant les enquêtes et les inspections des garderies. Cela réduira les temps de traitement et permettra aux utilisateurs de se connecter au système principal de gestion de cas pour récupérer les détails des cas et utiliser des enregistrements de voix, des images et des vidéos pour appuyer les enquêtes.</p> <p>Les enquêteurs sur le terrain qui mènent leurs enquêtes sur iPad tirent actuellement parti de la solution mobile et sont en mesure de ramener les temps de traitement à l'objectif de 50 % en réduisant le temps de rédaction du rapport consécutif à la visite d'enquête pour entrer des notes dans le système.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Une solution intégrale de gestion du cycle de vie des fournisseurs de services</b></p> <p>La Division de l'emploi et de la formation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle travaille de pair avec le Groupement ITI des services à la collectivité en vue d'une solution intégrale de gestion du cycle de vie des fournisseurs de service (SP Connect). La solution comprend plusieurs fonctionnalités, par exemple la planification opérationnelle, la passation de marché sur l'accord sur les paiements de transfert avec l'élaboration, l'évaluation, la recommandation, les approbations, le modèle d'accord et la production d'un plan. La solution permet également la gestion des accords, surveille le rendement et les données financières de même que les suivis, et évalue le fournisseur de services et les accords de paiement de transfert.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>Cette solution fournira un cadre homogène pour la planification, la livraison et la surveillance des programmes et des services avec cohérence et efficience. La conception hautement configurable basée sur le modèle permettra aux secteurs de programme de concevoir, d'exécuter et d'évaluer les programmes et les services, en plus d'apporter des changements rapides, le cas échéant. La souplesse et la capacité de la conception du système permettront son exploitation dans le gouvernement de l'Ontario pour des exigences semblables.</p> <p>Le système a été mis en œuvre en mars 2017, et il y a eu depuis lors des améliorations pour accroître l'efficacité et alléger davantage le fardeau administratif pour le Ministère et les fournisseurs de services. Le système SPC est en voie d'intégration avec le RCPT (Registre central pour les paiements de transfert).</p>	
	<p><b>Collecte automatisée de données financières et de données sur la dotation auprès des municipalités de l'Ontario</b></p> <p>La suite de produits de planification Hyperion d'Oracle a été déployée pour automatiser et sécuriser le processus de collecte de données financières et de données sur la dotation de plus de 444 municipalités en Ontario. Autrefois, cette tâche (appelée les rapports d'information financière) était accomplie au moyen de feuilles de calcul et de courriels, ce qui donnait lieu à une méthode de collecte exigeante en main-d'œuvre, sujette aux erreurs et non sécurisée qui a été remplacée par une application de planification financière centralisée inspirée de l'approche de transmission électronique des déclarations de l'Agence du revenu du Canada. Un des principaux objectifs de ce nouveau système entièrement modernisé consiste à permettre l'utilisation interne plus efficace des données recueillies (traitement analytique en ligne) et de faciliter l'échange de données parmi tous les intervenants à l'aide des interfaces connues, par exemple Microsoft Excel. Cela a été mis en œuvre dans toutes les municipalités de l'Ontario et a été lancé en mars 2017.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Amélioration de la convivialité et de la disponibilité des données sur l'éducation</b></p> <p>Le ministère de l'Éducation de l'Ontario (MEO) a comme mandat de recueillir des renseignements sur les études auprès des écoles et des commissions scolaires partout en Ontario aux fins d'établissement de rapports, d'analyse et de prise de décisions fondées sur des données probantes.</p> <p>À titre d'évolution de l'entrepôt de données existantes, le Groupement ITI pour les services à la collectivité, avec leurs partenaires du MEO, a harmonisé la riche collecte d'information sur l'éducation avec les nombreux processus opérationnels que le Ministère utilise chaque jour. Par conséquent, la facilité d'emploi des renseignements s'est considérablement améliorée, de même que l'efficacité du</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>



	<p>stockage et de la récupération des données. De plus, il existe également une nouvelle capacité permettant d'établir des liens vers bon nombre d'autres ensembles de données internes et externes, offrant la possibilité d'une analyse de l'éducation plus exhaustive. Cette nouvelle approche dimensionnelle a mené à la création de l'Entrepôt de données sur l'éducation de l'Ontario, en tant que chef de file de l'industrie.</p> <p>Avec un ensemble complet de données sur l'éducation maintenant disponible, l'objectif d'élaboration de l'Entrepôt de données sur l'éducation de l'Ontario a été sur la création d'entrepôts de données axés sur les opérations établis sur la réussite et l'obtention de diplôme des étudiants. Des travaux ont également été effectués pour rendre les renseignements du niveau de l'étudiant accessibles à plusieurs directions dans le Ministère afin que les données soient utilisées de façon uniforme.</p> <p>Pour compléter la source de données enrichie, le MEO et Groupement des services à la collectivité ont pris de l'avance dans l'espace libre-service des renseignements organisationnels avec la création du Centre d'information sur l'éducation (CIE).</p> <p>Le CIE est un portail de présentation de rapports et d'analyse à l'usage du ministère de l'Éducation et des représentants provenant de 72 commissions scolaires et de quatre autorités scolaires financés par l'État. Cela permet au CIE de partager des applications de présentation de rapports interactives avec les intervenants du ministère et des commissions scolaires en leur donnant un point de vue unique sur les tendances et les résultats en éducation au moyen d'une interface Web facile à utiliser.</p> <p>Des lancements récents comprenaient une interface de profil analytique sur l'éducation des Autochtones qui permettra aux utilisateurs d'examiner les tendances d'inscription et les résultats de réussite des étudiants pour les étudiants qui se sont identifiés comme autochtones. Un autre lancement récent comprenait une nouvelle application de profil de commission scolaire, qui offre une vue globale des statistiques d'éducation pour chaque commission scolaire.</p> <p>En septembre 2017, il y a eu un changement majeur dans la prestation des applications avec la migration du CIE à l'infonuagique – la première application intégrée de la FPO à le faire. Le passage à l'infonuagique a permis une utilisation plus souple des ressources, la prestation rentable des applications et l'amélioration du délai de mise sur le marché.</p>	
--	---	--

	<p><b>Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario</b> (Projet phare)</p> <p>Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) est un programme phare du ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Le RAFEO est chargé d'administrer les régimes provinciaux et fédéraux d'aide financière aux étudiants pour les étudiants de l'Ontario qui effectuent des études postsecondaires.</p> <p>Le RAFEO offre aux étudiants admissibles de l'Ontario l'aide financière nécessaire pour payer les coûts liés aux études comme les frais de scolarité, les livres, les frais de subsistance et le transport. De plus, le RAFEO offre des options d'aide au remboursement lorsque les étudiants finissent leurs études. L'aide financière peut venir de diverses manières : subventions, bourses, bourses d'études, bourses de perfectionnement, réduction de dettes, l'exemption d'intérêts, programme de travail-étude, ou prêts.</p> <p>Comme annoncés dans le budget de 2016 de l'Ontario, des changements de politiques clés ont été apportés au RAFEO pour améliorer l'accès aux études postsecondaires. Le GSC continue à collaborer étroitement avec le Ministère, et les partenaires ministériels et externes pour aider l'ITI à mettre en œuvre ces modifications.</p> <p>Les réalisations comprenaient une étroite collaboration avec les partenaires du Ministère pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer une application du RAFEO sur le Web pour l'année scolaire 2017-2018 afin de faciliter la réception de demandes d'étudiants à temps partiel et à plein temps pour appuyer la nouvelle Subvention ontarienne d'études (SOE)</li> <li>• Lancer une application « Maintien du statut sans intérêt » pour aider les étudiants et les administrateurs</li> <li>• Lancer les outils de recherche d'école du RAFEO et d'estimation de l'aide du RAFEO sur le Web, avec le soutien pluriannuel et des règles opérationnelles de la SOE</li> <li>• Publier les modules de l'administrateur pour la confirmation du revenu</li> <li>• Lancer la fonctionnalité des administrateurs pour appuyer la distribution de la SOE aux étudiants de 2017-2018 en septembre 2017</li> <li>• Collaborer avec le Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario (OUAC) et le Service d'admission des collèges de l'Ontario (SACO) à l'appui de l'intégration des systèmes pour permettre aux étudiants de faire leur demande au RAFEO plus tôt dans l'année scolaire, avec remplissage automatique du profil d'étudiant à partir des données de l'OUAC et du SACO, et pour procéder à la mise en service pour l'intégration des profils d'étudiant entre le RAFEO et l'OUAC.</li> </ul>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lancement d'un nouvel outil de simulation pour le groupe de la politique opérationnelle qui aide à la prise de décisions fondées sur des données probantes</li> </ul>	
	<p><b>Soumission en ligne des données financières réelles, des budgets et des prévisions financières des collèges de l'Ontario</b></p> <p>Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle a terminé l'élaboration et le déploiement du nouveau système, le Système de gestion de l'information financière du secteur collégial, qui recueille et consolide les données financières du secteur collégial. La nouvelle application non seulement prend en charge la collecte de données réelles pour le processus annuel de consolidation dans l'ensemble de la province, elle a des modules entièrement intégrés pour recueillir le budget et les prévisions en cours d'exercice. Une composante essentielle du nouveau système est la prise en charge de l'échange de données parmi les collèges et avec certains tiers. La rétroaction des collèges a été très positive jusqu'à présent en raison d'une énorme réduction des coûts internes et du temps grâce à l'automatisation étendue du processus de consolidation.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Santé mentale des enfants et des jeunes</b></p> <p>Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (MSEJ) et le Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (GEJSS) travaillent avec les principaux organismes pour améliorer les services de santé mentale pour les jeunes en Ontario en recueillant, en regroupant et en diffusant les données sur la SMEJ en vue d'améliorer la prestation et la conception des services, et en échangeant des sommaires d'indicateur de rendement. De plus, le GEJSS élabore et met en œuvre une solution de renseignement d'entreprise qui améliorera l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données qui peuvent servir dans la planification des services et des systèmes.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE)</b></p> <p>Le RIPE offre des fonctionnalités communes de gestion des cas, de gestion financière de gestion des documents et des enregistrements et d'établissement de rapports dans l'ensemble du secteur de la protection de l'enfance. Le RIPE fait partie de l'engagement continu de l'Ontario à appuyer les enfants et les jeunes recevant des services d'une organisation pour atteindre leur plein potentiel. Ce système d'information unique améliorera la protection de l'enfance au moyen de la capacité de suivre constamment les enfants et leurs résultats, de transférer</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<p>rapidement des renseignements historiques essentiels de cas dans toutes les organisations, et de permettre un accès opportun aux autres renseignements essentiels.</p> <p>Le RIPE a 22 organismes opérationnels en Ontario (au 31 décembre 2017).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 57 millions d'enregistrements ont été transférés des vieux systèmes au RIPE.</li> <li>• Plus de 53 % des enfants pris en charge sont désormais représentés dans le RIPE et plus de 56 % du personnel du secteur utilise le RIPE.</li> <li>• La mise en œuvre des 38 sociétés d'aide à l'enfance est prévue pour 2020, et un plan distinct est en cours d'élaboration pour les sociétés de bien-être de l'enfance autochtone.</li> </ul>	
	<p><b>Âge de protection</b></p> <p>L'objet de cette initiative est d'améliorer le Réseau d'information sur la protection de l'enfance (RIPE) en fonction de la nouvelle législation visant à relever l'« âge de protection (AP) ». La directive en matière de politiques en vertu de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille (LSEF) fixe de nouveaux critères pour la prestation de services de protection de l'enfance aux jeunes de 16 et 17 ans. La directive est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018, lorsque la fonctionnalité AP a été activée dans le RIPE. L'élaboration des jalons de la phase 2, axés sur la production de rapports, suivra.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Bureau des obligations familiales (BOF) en ligne</b></p> <p>Le Bureau des obligations familiales du ministère des Services sociaux et communautaires a lancé un projet pilote en mai 2015 visant à fournir un portail Web destiné au public qui permet aux clients d'accéder aux renseignements sur leur dossier, leur exécution et leurs finances. Le BOF continue avec un déploiement contrôlé et ciblé du BOF en ligne aux payeurs et aux destinataires, et de nouveaux utilisateurs sont progressivement ajoutés.</p> <p>Fournir aux Ontariens une option de mode de prestation de service électronique est une composante essentielle des efforts du BOF de moderniser le programme et de fournir des services aux Ontariens de manière rapide, équitable et uniforme.</p> <p>Le portail répond à ces deux objectifs clés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• acheminant les demandes de renseignements de routine hors des voies de desserte relativement coûteuses vers une voie de service plus économique et plus facilement accessible</li> <li>• se conformant à l'engagement du BOF de livrer un service axé sur le client aux Ontariens</li> </ul>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise à niveau du BOF en ligne se poursuit afin de se conformer à l'accessibilité.</li> <li>• L'application a été mise à niveau afin de fournir des outils pour une expérience plus moderne et de meilleure qualité (HTML5).</li> </ul> <p><b><u>Diffusion 17.3 :</u></b> Remanier la fonctionnalité du Calendrier de paiement des arriérés des ordonnances de la Cour (CPAOC) dans le SGCB afin de l'aligner sur les politiques opérationnelles et les améliorations de processus, et de mettre en œuvre d'autres améliorations dans le cadre de la feuille de route globale en faveur des produits du SGCB.</p>	
	<p><b>Projet pilote d'intégration du système des Registre et Réseau des bons résultats dès la naissance et du Système d'information sur les services intégrés pour enfants (BORN-SISIE)</b></p> <p>Il fallait trouver une solution technique dans le [système de développement des enfants en santé (HCD-SISIE)] afin de recevoir des éléments de données du programme Bébés en santé, enfants en santé (BSES) à partir du système d'information des Registre et Réseau des bons résultats dès la naissance (BORN). Il y a environ 140 000 nouveau-nés par année dans la province qui peuvent tous être examinés et dont on peut offrir des services de soutien aux familles si des risques ont été déterminés. La solution a été élaborée par le Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (GEJSS) en partenariat avec l'équipe technique de BORN. Neuf bureaux de santé publique se sont prêtés en décembre 2016 à un essai de la solution, qui a été suivi d'une évaluation formelle. Tous les sites où l'essai a été effectué continuent d'utiliser l'interface.</p> <p>Les statistiques du projet pilote ont prouvé des améliorations au service, la rapidité des renseignements, la saisie rapide de données et des relations de travail améliorées.</p> <p>En général, les sites participants ont signalé une expérience positive. La technologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• a permis d'assurer une transmission sécurisée des renseignements personnels sur la santé;</li> <li>• n'a pas eu une incidence négative sur le processus de sélection auprès les familles;</li> <li>• a permis d'accélérer la communication d'information aux USP, ce qui accéléré les services aux familles « indiquées à risque ». L'USP doit communiquer avec les familles « indiquées à risque » sur la sélection du programme BSES dans les 48 heures (2 jours) suivant la sélection du</li> </ul>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<p>programme BSES. Pendant la période du projet pilote, en moyenne, on a communiqué avec des familles plus tôt, par rapport à la même période en 2015.</p> <p>Le succès de BORN-SISIE ouvre aujourd'hui la voie à un déploiement à l'échelle provinciale, ce pour quoi un projet de mise en œuvre a été lancé. Le cycle 1 (il y en a 10) a été lancé le 8 janvier 2018, et la mise en service est prévue pour juillet 2019.</p>	
	<p><b>Système automatisé de demandes de subventions aux Premières Nations du SAGAS</b></p> <p>On a procédé à la mise en œuvre d'une solution automatisée qui permettra aux Premières Nations de télécharger leurs documents de partage des coûts dans le SAGAS et d'être remboursées de leurs coûts d'aide sociale. Un projet pilote est en cours avec nos partenaires des Premières Nations; une fois le projet pilote terminé, la fonctionnalité sera déployée pour toutes les Premières Nations, ce qui permettra une approche modernisée du partage des coûts d'aide sociale. En outre, le vieux système manuel et lourd sera mis hors service après le déploiement.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation des paiements – Carte de paiement rechargeable (CPR) de L'Ontario au travail</b></p> <p>Le MSCC vise à délaissier le paiement par chèque papier pour ses clients en introduisant la CPR pour le programme L'Ontario au travail. La CPR est devenue une nouvelle méthode de paiement électronique optionnelle pour le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) au printemps 2016. L'étape suivante a été l'adoption de la CPR pour le programme L'Ontario au travail; la Ville de Toronto a été la première municipalité à le mettre en œuvre. La troisième phase de la CPR pour les bénéficiaires de l'aide sociale doit être déployée en 2018. Elle comprend la distribution de la CPR à tous les bénéficiaires de L'Ontario au travail. À l'heure actuelle, les clients du POSPH et de L'Ontario au travail dans la région de Toronto peuvent recevoir leurs paiements par la CPR.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation des paiements – Dépôt bancaire direct pour les fournisseurs (DBD)</b></p> <p>En avril 2018, une nouvelle fonctionnalité du SAGAS permettra les paiements par DBD en faveur de tierces parties. À l'heure actuelle, le SAGAS peut seulement émettre des chèques papier aux fournisseurs tiers. La réduction de l'émission de chèques papier entraînera des économies importantes pour le Ministère.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Projet pilote sur le revenu de base</b></p> <p>Le Projet pilote sur le revenu de base aide les Ontariens financièrement vulnérables en versant un paiement minimal aux familles ou aux personnes admissibles pour leur assurer un revenu minimal, quelle que soit leur situation d'emploi. Ce projet pilote améliorerait la santé, le bien-être et la sécurité des Ontariens à faible revenu. L'application revenu de base permet de recueillir et de suivre l'information tirée du formulaire d'enregistrement de la demande de revenu de base et d'envoyer des fichiers de données au ministère des Finances pour la vérification du revenu et les paiements.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité (POAFE)</b></p> <p>La phase 1 du POAFE, déployée en août 2017, a aidé à améliorer le processus de saisie de l'information de cette application avec les clients de l'aide sociale qui ont déjà établi des justificatifs pour les services publics. La phase 2 du POAFE, déployée en octobre 2017, a instauré un mécanisme de renvoi pour ajouter automatiquement les demandeurs d'aide sociale au programme. Cela abrège le processus de demande, maximise le nombre de fois où la prestation est utilisée, réduit la charge de travail du personnel et assure l'exactitude et la mise à jour de la base de données.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Portail de vérification concernant l'aide sociale (VAS)</b></p> <p>Le portail devrait entrer en ligne en avril 2018. Ce portail permettra aux pharmacies de vérifier en temps réel l'admissibilité des clients de l'aide sociale à la garantie des médicaments. Il s'agit de la phase finale de l'abandon de la carte papier d'assurance-médicaments. La vérification de l'admissibilité à la carte d'assurance-médicaments des clients de l'aide sociale sera entièrement numérique.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Gestion des documents électroniques de l'AS et prototype de la salle de courrier numérique</b></p> <p>Le projet de gestion des documents électroniques de l'aide sociale numérise le courrier physique et en automatisera l'acheminement, et centralisera le processus d'organisation. Cela réduira les efforts administratifs en limitant la production de renseignements connexes sur papier. La réduction des contraintes administratives permettra aux chargés de cas de se concentrer davantage sur leurs clients. On s'attend également à ce que la réduction de l'utilisation des dossiers papier entraîne des économies importantes pour le Ministère.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<p>Le projet devrait être mis en œuvre en plusieurs étapes. La première étape, le prototype de salle de courrier numérique, est prévue pour février 2018. À ce stade du processus, le bureau du POSPH de Barrie commencera à utiliser le système de gestion des documents numériques Open Text. Plus tard, en avril et juillet 2018, le système Open Text sera intégré à l'application SAGAS, et d'autres bureaux commenceront à utiliser des documents numériques.</p>	
	<p><b>Mise à niveau de Cúram du SAGAS</b></p> <p>La solution du SAGAS est dépassée depuis cinq ans et de multiples produits (Cúram, Oracle et WebSphere) cesseront d'être pris en charge en 2018. Une évaluation technique de la mise à niveau du logiciel Cúram a été réalisée et plus de 2 400 changements sont nécessaires; 1 100 de ces changements s'appliquent et ajoutent de la valeur au SAGAS et 550 sont propres aux activités. La mise à niveau permettrait de mettre tous les logiciels à jour et de les prendre en charge, ce qui permettrait de mettre à niveau de nombreux produits, comme les ordinateurs de bureau, et d'assurer la conformité avec les normes d'accessibilité. La mise à niveau assurerait la viabilité et la stabilité de l'application SAGAS.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Aide sociale (AS) mobile</b></p> <p>L'AS Mobile est un projet pilote d'application mobile sur le Web qui permettra aux clients du POSPH et d'OT d'accéder à leur profil et à leurs renseignements de cas, d'interagir avec les chargés de cas et de télécharger des documents numériquement. Le projet AS Mobile rendra possible pour les clients d'utiliser non seulement des ordinateurs de bureau, mais aussi des tablettes et des appareils mobiles pour accéder aux services Web d'aide sociale. L'information et les services deviendront plus facilement accessibles pour les clients de l'aide sociale, quelle que soit la plateforme technologique qu'ils utiliseront pour accéder aux services Web.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Projet de mise en œuvre de la Connexion pour l'accès aux services du Système DSCIS v6</b></p> <p>En vue d'appuyer le programme de transformation des politiques en matière de déficience intellectuelle pour promouvoir une approche axée sur la clientèle pour la prestation des services dans le secteur des politiques en matière de DI, le Ministère a entrepris l'amélioration du projet d'Outil d'identification et de liaison du Système d'information centralisé sur les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle (DSCIS). Le projet fait fond sur les procédures opérationnelles existantes propres à l'identification des personnes avec les ressources disponibles et crée un processus provincial uniforme au sein du secteur.</p> <p>Voici les activités clés du projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mise à niveau de 5.2 à 6.0 de Cúram</li> </ol>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>



2. Élaboration d'un processus opérationnel uniforme au niveau provincial pour l'identification et la liaison
3. Élaboration d'améliorations au DSCIS
4. Mise en œuvre d'un processus provincial et de nouvelles caractéristiques du DSCIS

### **Nouveaux processus opérationnels – Avantages**

Les nouveaux processus opérationnels reflètent les résultats des consultations avec les Services de l'Ontario pour les personnes ayant une déficience intellectuelle (SOPDI) qui ont fait ressortir la nécessité de se pencher sur les lacunes dans les processus opérationnels, les problèmes de navigation et les besoins d'information et de permettre une plus grande souplesse d'utilisation du système. Les nouveaux processus opérationnels couvrent :

- l'utilisation d'un nouveau portail Web d'échange d'information raccordé au DSCIS pour appuyer le partage d'information et les aiguillages entre les SOPDI, les organismes de services, les organismes de passeport et les comités d'intervention d'urgence dans le cadre du processus d'identification, de manière à protéger la vie privée et la sécurité;
- une nouvelle fonction de déclaration électronique des ressources (FDR), que rempliront les organismes de service pour déclarer et décrire les caractéristiques des ressources disponibles de service et d'aide. Cela permettra de déterminer les ressources et de les déclarer de façon uniforme à l'échelle de la province;
- une nouvelle fiche de Preuve consolidée individuelle (PCI) dans le DSCIS, qui comprendra des champs d'information limités pouvant être mis à jour à la suite de changements mineurs à la situation de la personne concernée (lorsqu'une réévaluation n'est pas requise);
- l'utilisation d'un algorithme de couplage pour comparer automatiquement l'information au sujet des besoins évalués d'une personne par rapport aux caractéristiques des services et des ressources de soutien disponibles et pour éclairer la prise en compte des liaisons potentielles.

Parmi les avantages attendus de ces processus améliorés, il y a :

- des expériences améliorées et uniformes pour la personne qui présente une demande, grâce à un processus de demande plus uniforme et automatisé à l'échelle de la province;
- la disponibilité de renseignements de meilleure qualité et plus abondants sur lesquels fonder les décisions concernant les besoins et les services;
- une communication plus efficace, la responsabilisation et une meilleure coordination des ressources et de leur disponibilité;

	<ul style="list-style-type: none"> <li>l'amélioration de la capacité de production de rapports pour appuyer l'amélioration de la planification du système.</li> </ul>	
<p><b>2. Priorités :</b>  Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme principale priorité/initiative sur la TI/GM au cours des 12 à 36 prochains mois.</p>	<p><b>Modernisation des statistiques de l'état civil</b>  <i>(Projet phare)</i></p> <p>Au nom du Bureau du registraire général (BRG), ServiceOntario a pour tâche, en vertu de la Loi sur les statistiques de l'état civil, d'enregistrer tous les événements d'état civil (naissances, décès, mortinaissances, mariages, adoptions, filiation et changements de nom) qui se produisent en Ontario et de délivrer une preuve d'enregistrement sous forme de certificat. Le BRG joue un rôle crucial dans la vérification des actes par l'administration civique et la création des fondements de l'identité. ServiceOntario traite environ 500 000 demandes de certificat et ajoute environ 300 000 actes par année aux 25 millions d'enregistrements qui se trouvent déjà dans le registre de l'état civil de l'Ontario. Le BRG fournit également des services de notification de données à un éventail de partenaires internes et externes à des fins de prestation de services, pour des raisons de recherche et de politique publique, et notamment à Statistique Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à Ressources humaines et Développement des compétences Canada, au MTO, au MSSLD et ainsi de suite. Le programme de l'état civil tourne actuellement sur deux systèmes : VISION et RGDMS</p> <p>L'Ontario est une société diversifiée qui valorise l'inclusion. Les changements continus apportés à la politique sociale et qui découlent de contestations fondées sur les droits de la personne ainsi que de la Commission de vérité et de réconciliation, par exemple, influent sur la façon dont les statistiques de l'état civil sont recueillies, traitées et stockées pendant l'enregistrement, et produits sur les certificats. Ces changements nécessitent d'importants changements aux systèmes et un niveau d'agilité pour que les processus soient conformes. Les systèmes de l'état civil de base sont vieillissants et (dans certains cas) ne sont plus pris en charge et sont à risque, si bien qu'ils nécessitent des mises à niveau d'importance critique pour garantir la continuité des opérations, permettre la modernisation et pouvoir s'adapter aux changements de la politique sociale. Bien que très performantes avec plus de 80 % de traitement en ligne, les applications en ligne actuelle doivent être actualisées et de nouveaux services numériques de bout en bout doivent être mis au point pour l'enregistrement des décès:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conception et remaniement des services à l'aide d'une méthodologie de conception des services et de pratiques exemplaires pour appuyer le traitement numérique de bout en bout; à l'heure actuelle, plus de 60 % de toutes les demandes en ligne de certificat de naissance, de décès et de mariage finissent par nécessiter l'intervention du personnel</li> </ul>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Service de conception pour l'expérience mobile à haut rendement</li> <li>• Migration de l'application de l'état civil à une nouvelle plateforme et à un gabarit de services aux particuliers</li> <li>• Possibilité de monétisation avec un nouvel enregistrement électronique des décès</li> </ul>	
	<p><b>Plan directeur pour les Services communs de l'Ontario (SCO)</b></p> <p>Les Services communs de l'Ontario (SCO) fournissent aux Services publics de l'Ontario des services internes, comme l'approvisionnement, les finances, la paye et les avantages sociaux, les ressources humaines et d'autres services opérationnels d'entreprise à plus de 63 000 employés de la FPO.</p> <p>Le plan directeur pour les SCO est une stratégie quinquennale de transformation; une fois mis en œuvre, le Plan des SCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stimulera l'efficacité, l'efficacité et la durabilité des SCO et poussera les SCO à devenir un catalyseur de la transformation de la FPO.</li> <li>• Sera un partenaire client meilleur et plus stratégique</li> <li>• Investira stratégiquement dans les offres de services pour évoluer avec les besoins des ministères</li> <li>• Fera la preuve de succès, de valeur et de qualité en se fondant sur des données probantes</li> <li>• Sera reconnu comme chef de file des services communs et partenaire clé</li> </ul> <p>Le plan comprend les initiatives clés suivantes, qui continueront d'évoluer au cours des 12 prochains mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Excellence mondiale des processus</b> : avec accent sur les services intégrés de bout en bout et sur la qualité, l'amélioration continue et l'innovation</li> <li>• <b>Technologie habilitante</b> : une stratégie de technologie de l'information (TI), avec carte routière misant sur les capacités des systèmes existants et une intégration plus poussée des solutions pour favoriser l'excellence du service</li> <li>• <b>Modèle de financement durable</b> : une structure de financement qui assurera le recouvrement complet et transparent des coûts, la gestion de la demande et le financement de l'amélioration continue</li> </ul> <p>Les Services communs de l'Ontario travaillent en étroite collaboration avec les partenaires des services communs des autres administrations membres du CPSSP, p. ex., le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, à la création d'un réseau de services communs. Ils s'apprêtent à commander une étude de recherche mondiale qui aidera les cadres supérieurs à comprendre et à relever les défis stratégiques de la mise en œuvre et de l'évolution du modèle des services communs au Canada.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	Un certain nombre d'administrations de tous les ordres de gouvernement ont signifié leur désir de participer au réseau.	
	<p><b>Identité numérique</b></p> <p>Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG) travaillera avec les partenaires du Ministère à l'élaboration d'un nouveau programme d'identité numérique d'entreprise qui permettra aux Ontariens de prouver numériquement leur identité de façon commune, sécurisée, conviviale et confidentielle lorsqu'ils interagissent avec tous les niveaux du gouvernement et du secteur privé.</p> <p>Le GISG continuera d'appuyer l'effort d'élaboration d'un Cadre de confiance pancanadien afin de permettre l'échange d'information entre les principaux partenaires aux niveaux fédéral, provincial et territorial et dans le secteur privé par l'entremise du Conseil canadien de l'identité et de l'authentification numériques (DIACC).</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Centre d'excellence Java</b></p> <p>Le Centre d'excellence Java (CEJ) est une initiative conjointe du GISG et des STI lancée en 2016 dans le but de réaliser des économies financières tangibles pour les groupements abonnés, par la consolidation des plateformes d'applications Java et des bases de données Oracle. La phase Découverte du projet avait estimé une économie annuelle de 5 M \$ sur l'hébergement ainsi que les nouvelles possibilités offertes par les groupements dans les licences de logiciels et les ressources de soutien.</p> <p>En 2017, une phase d'évaluation « appli par appli » a été réalisée avec la collaboration du GOC, du GISG, du GSP et du GTT pour faciliter la conception de la plateforme cible et déterminer la trajectoire de migration à l'infonuagique de 120+ applications. À l'aide de cette approche fondée sur des données probantes, le CEJ a (théoriquement) conçu une plateforme hybride à l'état final composée d'un PaaS organisationnel et d'un PaaS DevOps. Le PaaS organisationnel permettrait le regroupement de la majorité des applications Java existantes, ce qui réduirait les coûts d'hébergement. Le PaaS DevOps fournirait l'agilité que recherchent les groupements et les équipes de projet pour le développement et le déploiement rapides de leurs solutions opérationnelles.</p> <p>Pour 2018, l'équipe du CEJ prévoit terminer l'évaluation des technologies PaaS les plus répandues, mettre la dernière main à la sélection du fournisseur, et lancer l'ingénierie d'un PaaS DevOps. En outre, un certain nombre d'améliorations seront ajoutées au PaaS organisationnel afin d'augmenter les offres de services et les</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	caractéristiques disponibles. Enfin, l'équipe du CEJ travaillera en partenariat avec le Groupement des services de santé de l'Ontario pour amorcer la migration des applications SHEBA II vers le PaaS organisationnel.	
	<p><b>Système d'information sur les entreprises de l'Ontario (SINEO)</b></p> <p>Le Système d'information sur les entreprises de l'Ontario (SINEO) est l'infrastructure essentielle pour les entreprises qui sert à enregistrer les entités commerciales opérant en Ontario, et qui appuie la divulgation de l'information sur les dossiers publics connexes. Le SINEO sert de système d'enregistrement officiel pour l'information opérationnelle.</p> <p>Les clients du SINEO sont notamment : les cabinets d'avocats, les comptables, les maisons de recherche, les propriétaires d'entreprise, les organismes sans but lucratif, les services d'application de la loi, les organismes de réglementation et les ministères partenaires. Le secteur privé utilise les documents du registre officiel (p. ex., les statuts constitutifs) pour établir des relations financières, éclairer les transactions commerciales et lancer des entreprises. Le secteur public utilise le registre pour les enquêtes et les affaires de contentieux, ainsi que pour appuyer l'exécution des programmes gouvernementaux statutaires, y compris la perception des impôts et les normes d'emploi.</p> <p>La modernisation du SINEO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• fournira une plateforme technologique moderne et sécurisée permettant un accès numérique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à tous les services du SINEO</li> <li>• appuiera l'engagement du gouvernement de l'Ontario de réduire les formalités administratives inutiles pour les entreprises ontariennes</li> <li>• fera économiser du temps et de l'argent aux entreprises, ce qui rendra plus faciles et plus attrayants le démarrage et l'exploitation d'une entreprise en Ontario</li> <li>• favorisera un futur programme de réforme du droit des affaires</li> </ul> <p>Réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conclusion d'une entente avec une tierce partie pour l'achèvement de la construction de l'application et la migration des données.</li> <li>• Inclusion dans le projet de loi 154, Loi visant à réduire les formalités administratives inutiles, de modifications législatives permettant et modernisant la prestation électronique de tous les nouveaux services modernes d'enregistrement des entreprises. La Loi a reçu la sanction royale en novembre 2017.</li> </ul>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (416) 327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Début de la dernière demande de changement pour terminer la construction de l'application; deux itérations de cette construction ont été réalisées.</li> </ul>	
	<p><b>Élaboration de la Stratégie de cybersécurité</b> (Projet phare)</p> <p>Nous avons maintenant déterminé une stratégie de cybersécurité exhaustive de trois ans pour augmenter notre résilience numérique. D'ici 2020-2021, nous mettrons en œuvre un programme complet de gestion des risques cybernétiques pour prédire, cerner et contrer les menaces à la sécurité de l'information et pour permettre à la Fonction publique de l'Ontario de fonctionner en toute sécurité et de s'acquitter de ses engagements en matière de prestation de services publics numériques.</p> <p>Afin de réaliser cet objectif, nous nous concentrons sur les activités de base suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>mettre en place une culture de sensibilisation accrue aux risques cybernétiques, améliorer la gestion des talents et augmenter les partenariats;</li> <li>promouvoir la détermination uniforme des risques cybernétiques et attribuer les responsabilités appropriées pour leur traitement pendant la conception du système et les processus de gouvernance;</li> <li>fournir des conseils et des rapports de haute qualité sur les risques cybernétiques pour orienter la prise de décision au sujet des options de traitement des risques;</li> <li>affiner nos capacités de cybersurveillance et de réponse aux incidents.</li> </ul>	<p>Mohammad Qureshi chef, Direction des opérations de cybersécurité (416) 327-0413 <a href="mailto:Mohammad.Qureshi@ontario.ca">Mohammad.Qureshi@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Automatisation des demandes au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)</b></p> <p>Le projet d'automatisation des demandes au POSPH est une approche agile visant à appuyer l'automatisation de deux des trois volets du processus d'admission du POSPH. Il y a eu une analyse préalable du projet, dont les résultats ont été communiqués aux partenaires commerciaux.</p> <p>Il y aura des consultations avec IBM pour finaliser l'argumentaire, afin de déterminer les exigences nécessaires pour faciliter l'automatisation des étapes de vérification et d'évaluation financière de l'admissibilité du POSPH.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Santé mentale des enfants et des jeunes (SMEJ)</b></p> <p>Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (MSEJ) et le Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (GEJSS) travaillent avec les principaux organismes pour améliorer les services de santé mentale pour les jeunes en Ontario en recueillant, en regroupant et en diffusant les données sur la SMEJ en vue d'améliorer la prestation et la conception des services, et en échangeant des sommaires d'indicateur de rendement. De plus, le GEJSS élabore et met en œuvre une solution de renseignement d'entreprise qui améliorera l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données qui peuvent servir dans la planification des services et des systèmes. En décembre 2017, l'équipe du projet a réussi à connecter la solution de veille stratégique préproduction à un système d'information sur la clientèle, qu'utiliseront 50 organismes et fournisseurs de services essentiels.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Solution de la TI pour le signalement des incidents graves (SIG)</b></p> <p>Une solution de TI pour le SIG harmonisera les processus de plusieurs intervenants dans le secteur de l'enfance et des services sociaux afin d'offrir une approche uniforme pour le signalement des incidents graves (IG) et assurer la conformité avec la législation. Cela réduira le fardeau administratif et le chevauchement rencontrés en ce moment, en plus de fournir un accès rapide aux renseignements, la qualité et l'intégrité des données, l'analyse des tendances et la préparation à la gestion du risque.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Solution informatique d'octroi de licence résidentielle – Cette solution améliorera les capacités du MSEJ au sujet de l'inscription des établissements résidentiels de soins pour les jeunes et des activités de gestion des risques connexes.</b> Le système facilitera l'application et la fourniture des licences par les propriétaires des établissements et le Ministère respectivement. De plus, il permettra au Ministère d'appliquer un indicateur d'état aux établissements et permettra la prise de décisions concernant la surveillance des établissements en fonction de l'état de la licence ou du rendement. Ce projet a été lié à la solution de Signalement des incidents graves (ci-dessous), ce qui permettra aux rapports de SIR d'indiquer l'état de la licence.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Données sur l'identité – le MSEJ commencera la collecte des données sur l'identité afin de mieux prévoir des services appropriés sur le plan culturel et éclairer le travail pour aborder la surreprésentation des enfants et des jeunes racialisés pris en charge.</b> Le GEJSS priorise le RIPE comme l'application où la collecte de ces données commencera, et a commencé le travail sur les options pour la collecte de ces données et l'établissement de rapports sur celles-ci. La fonctionnalité IDBD sera activée le 5 février 2018, date de prise d'effet de la</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (416) 326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	Directive en matière de politiques et de début de la collecte dans l'IBD du RIPE – le 5 février 2018.	
	<p><b>Projet de surveillance de l'afflux des hôpitaux</b></p> <p>Élaborer une approche pour créer un répertoire unique et intégré des événements provinciaux et/ou un service de diffusion de données en temps réel pour appuyer la gestion du service d'urgence et de l'occupation des lits (principalement liée aux afflux) des hôpitaux, qui comprend ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Détermination des algorithmes et d'un ensemble de base des éléments de données pour la surveillance et la prévision des afflux. (Phase 1)</li> <li>2. Un tableau de bord normalisé pour appuyer la prise de décisions liées aux pressions d'occupation des hôpitaux. (Phase 1)</li> <li>3. Détermination des flux de données et des normes qui appuieraient la surveillance des afflux. (Phase 2)</li> <li>4. Élaboration de la stratégie et du plan de la Phase 3, pour la mise en œuvre d'un répertoire intégré et/ou d'un service de diffusion pour appuyer la gestion des afflux, qui : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. répond aux exigences indiquées dans la Phase 1;</li> <li>b. permet au Ministère et aux autres intervenants du système de santé d'accéder aux données en temps réel; et réduit le fardeau sur les hôpitaux en réduisant le nombre de flux de données qu'ils tiennent à jour.</li> </ol> </li> </ol>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé (416) 326-7133 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>L'initiative d'actualisation du SIGIF</b> (Projet phase)</p> <p>Le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) est un des systèmes clés de planification des ressources d'entreprise (PRE) de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et est essentiel pour appuyer les activités de gestion financière pour l'ensemble des ministères dans la prestation de leurs programmes et services aux Ontariens.</p> <p>Le projet d'actualisation du SIGIF fait partie d'un cycle nécessaire d'entretien des biens et respecte notre engagement pour moderniser les systèmes informatiques et conserver la transparence et l'imputabilité des finances. Le projet d'actualisation du SIGIF apportera deux importantes améliorations :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. modernisation du matériel du SIGIF qui mettra à niveau l'infrastructure avec la dernière technologie de l'industrie appelée systèmes d'ingénierie, innovera l'hébergement de l'infrastructure et établira une base technologique souple pour la TI qui permettra toutes les futures transformations opérationnelles de la FPO;</li> </ol>	<p>David Clifford Sous-ministre adjoint et dirigeant principal de l'information, Services et systèmes financiers organisationnels (416) 327-2022 <a href="mailto:David.Clifford@ontario.ca">David.Clifford@ontario.ca</a></p>



	<p>2. modernisation du renseignement d'entreprise qui remplacera les logiciels et boîtes à outils obsolètes d'établissement de rapports et fournira à la FPO une plate-forme réactive de renseignement d'entreprise pour les données et les renseignements opérationnels requis par chaque ministère de la FPO pour la prise de décisions fondées sur des données probantes.</p>	
	<p><b>Système central d'enregistrement pour les paiements de transfert (SCEPT)</b> (Projet phare)</p> <p>En novembre 2016, le gouvernement de l'Ontario a lancé une solution organisationnelle, l'enregistrement commun des paiements de transfert (SCEPT), qui permettra de connaître et de surveiller l'ensemble des relations entre les organismes de paiements de transfert (PT) et la province.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le SCEPT est en voie de mise en œuvre selon une approche graduée. La communication avec les secteurs de programme pour demander à leurs organismes bénéficiaires de s'inscrire est terminée. Nous continuons de travailler de près avec nos partenaires et les ministères afin de surveiller l'adoption du système et de faciliter la communication de suivi relative à l'exigence d'enregistrement.</li> <li>• Ce système en ligne et d'auto-enregistrement permet aux organisations de PT de fournir des renseignements de profil et des documents de base, ainsi que de gérer les autorisations des utilisateurs au sein des organisations, tout en donnant au personnel de la FPO un accès centralisé à une source fiable de renseignements de profil et de documents de base.</li> <li>• À l'heure actuelle, le système est intégré à ONE-Key et GO Secure pour l'accès au système, au répertoire des entreprises pour fins de validation du numéro d'entreprise de l'ARC, ainsi qu'au système de Subventions Ontario pour demander du financement.</li> <li>• Les améliorations à venir comprendront l'activation d'une API (interface de programmation d'applications) pour l'échange de données avec les systèmes de la FPO, la mise en œuvre de la fonctionnalité « MyTPAccount » pour l'affichage d'information sommaire et la présentation d'analyses de tableaux de bord, l'intégration avec le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF), ainsi que des outils améliorés de service à la clientèle, comme ChatBot.</li> </ul>	<p>David Clifford Sous-ministre adjoint et dirigeant principal de l'information, Services et systèmes financiers organisationnels (416) 327-2022 <a href="mailto:David.Clifford@ontario.ca">David.Clifford@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Projet de reconstruction de Queen's Park – Services ITI</b></p> <p>Les Services technologiques d'infrastructure (STI) jouent un rôle essentiel pour appuyer la Stratégie pluriannuelle de transformation des immeubles d'Infrastructure Ontario pour reconstruire les blocs MacDonald et Whitney au 900, rue Bay à Toronto. L'objectif principal des STI sera plusieurs mutations à grande échelle pour décanter les emplacements et appuyer la modernisation des technologies de</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>

	<p>télécommunications au moyen de GOnet, ONeVOICE et d'autres outils de collaboration.</p> <p>L'amélioration de l'expérience de l'utilisateur final dans tout ce projet est une priorité essentielle. De nouveaux modèles de soutien seront pilotés puisque la technologie change et les besoins de soutien des employés évoluent. À mesure que l'effectif mobile augmente, la FPO cherchera à augmenter les capacités traditionnelles de bureau de service et de soutien sur place avec des expériences de soutien technique sur place. Le Solutions Café, ciblé pour le site de décantation à rue Front à Toronto, est une installation sur le campus en personne où les employés peuvent passer pour obtenir de l'aide avec l'informatique dans un environnement semblable à celui du commerce de détail (c'est-à-dire, Apple Genius bar). Les techniciens du Café seraient disponibles et ont de vastes connaissances des produits pour fournir du soutien et des connaissances pratiques aux employés.</p>	
	<p><b>Service de voix modernisé (ONeVOICE)</b></p> <p>La FPO continue de s'engager à utiliser un système de communication intégré qui englobe un large éventail de technologies et d'applications conçues et prises en charge pour fonctionner comme une plate-forme de communication unique, ayant une incidence sur la façon dont elle intègre des services de voix, de données et de vidéo.</p> <p>Le Service de voix modernisé (SVM) fournira une expérience améliorée aux employés en leur offrant choix et souplesse avec accent sur la simplicité opérationnelle et en préparant des services de communication pour les affaires numériques. Ce service complètera d'autres outils de collaboration et de productivité comme Office 365.</p> <p>On a diffusé une demande d'information, pour recueillir des renseignements à jour pour éclairer la demande de soumissions, qui devrait être diffusée T3/T4 2018.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>
-	<p><b>Modernisation des outils de collaboration et de productivité - Office 365 (Projet phare)</b></p> <p>Office 365 est un service infonuagique fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplacera de nombreux produits individuels de Microsoft actuellement offerts ou hébergés à l'interne par la FPO y compris le service de messagerie d'entreprise, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers dans le groupe de travail et à domicile (stockage électronique de réseau centralisé pour les documents) et la messagerie instantanée Lync. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront ces</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure (416) 326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>

	<p>outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d'interagir, de collaborer, et d'échanger des renseignements.</p> <p>La mise en œuvre de ce nouveau modèle de prestation de services prendra du temps, et l'on prévoit qu'il permettra finalement la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder à leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition sans heurt vers Office 365 et pour fournir une expérience améliorée de l'utilisateur final ou de l'employé sur les produits de Microsoft Office, un programme de gestion des changements composé d'experts en gestion des changements technologiques, de projet et organisationnels sera mis en place et exécuté. La planification de la migration vers Office 365 est en cours. Un projet pilote comprenant les utilisateurs opérationnels est prévu à l'automne de 2017 avec la migration à l'échelle de la FPO pour commencer en début de 2018. L'achèvement de la mise en œuvre est prévu d'ici mars 2020.</p>	
	<p><b>Un identifiant unique liant les données sur la garde d'enfants, les études et l'emploi :</b>  <i>(Projet phare - Numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario)</i></p> <p>Les élèves ont un seul numéro d'identification depuis le niveau élémentaire jusqu'au niveau postsecondaire, soit le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario (NISO), pour faciliter la compréhension et le suivi des progrès de l'élève dans le système d'éducation.</p> <p>En se fondant sur les réalisations passées, l'utilisation du NISO est maintenant élargie pour l'intégration horizontale avec les données sur la garde d'enfants et l'emploi, et élargit la synchronisation dans les données du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) au moyen de l'harmonisation avec les données d'inscription actuelles des collèges et des universités. Il sera ainsi possible de suivre les progrès d'un enfant à partir des premiers stades de sa vie et tout au long de son cheminement scolaire ainsi que de son passage à la population active de l'Ontario.</p>	<p>Soussan Tabari,  Directrice de l'information,  Groupement des services à la collectivité  (416) 326-8216  <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Élargir le soutien aux décisions fondées sur des données probantes</b></p> <p>En 2015, une validation de principe de bac à sable d'analyse a été établie avec succès pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation professionnelle dans le but de permettre une plus grande analyse libre-service afin de mieux appuyer la prise de décisions reposant sur des données probantes. Une étude pilote utilisant le bac à sable a enquêté sur la des étudiants de niveau postsecondaire en examinant la transition et la mobilité des étudiants dans tous les</p>	<p>Soussan Tabari,  Directrice de l'information,  Groupement des services à la collectivité  (416) 326-8216  <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>établissements et les programmes collégiaux et universitaires. Le succès de cette initiative a mené à l'élargissement de la validation de principe afin de mettre à disposition un environnement d'analyse ouvert pour les établissements collégiaux et universitaires, ce qui améliore la convivialité, l'ouverture d'esprit et la confiance entre le ministère et les partenaires du secteur d'enseignement postsecondaire.</p> <p>Au cours des deux prochaines années, GSC cherche à étendre l'utilisation de ce bac à sable au ministère de l'Éducation (EDU), au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (MCI), au ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS), au ministère des Affaires municipales (MAM) et au ministère du Logement (MLO) pour améliorer sa capacité d'analyse. Par exemple, le MCI étudiera des possibilités de lier les données de citoyenneté et d'immigration aux renseignements sur le marché du travail, et le MLO ciblera les données sur l'approvisionnement afin de susciter des idées sur le logement social et le sans-abrisme.</p>	
	<p><b>Modernisation de la gestion des établissements scolaires</b></p> <p>Le projet de modernisation du Système d'information sur les établissements scolaires (SIES) est une initiative de restructuration du processus opérationnel conçue pour moderniser l'ancienne application existante et remplacer les feuilles de calcul externes connexes par une nouvelle solution de gestion intégrée et automatisée en milieu de travail disponible sur le marché.</p> <p>L'approvisionnement a été effectué et la solution LCPE choisie est la solution de gestion intégrée et automatisée en milieu de travail Tririga d'IBM. La date de mise en service reste à décider.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
-	<p><b>Augmenter l'accès à l'éducation à l'aide d'une connectivité à large bande</b> (Projet phare)</p> <p>Le système d'éducation de l'Ontario est largement reconnu comme étant l'un des meilleurs au monde. Toutefois, pour mettre la barre encore plus haut, la vision renouvelée de la province pour l'atteinte de l'excellence exige une transformation de l'enseignement et de l'apprentissage, appuyée par la technologie moderne. L'Ontario est engagé à travailler avec les conseils scolaires pour offrir un accès à large bande abordable à toutes les écoles de la province, en particulier dans les régions nordiques et éloignées, afin d'appuyer le succès des étudiants et l'apprentissage au XXI<sup>e</sup> siècle. Cet engagement est prévu dans le budget de l'Ontario de 2016. Le besoin d'un service à large bande est également prévu dans les engagements du budget de 2016 du gouvernement du Canada.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>À l'heure actuelle, la plupart des écoles financées par l'État ne possèdent pas d'infrastructure à large bande en place pour un accès Internet haute vitesse requis dans le monde moderne d'aujourd'hui. En 2016, le GSC a procédé à une évaluation du rendement du réseau des écoles et des conseils scolaires en matière de services à large bande. Sur la foi de l'évaluation, et afin d'améliorer le rendement et le bien-être des étudiants grâce à des environnements d'apprentissage branchés et novateurs, le ministère de l'Éducation (EDU) a lancé un Programme d'amélioration de la bande passante, dans le but d'offrir un niveau approprié de connectivité à large bande à tous les étudiants et éducateurs de l'Ontario, à prix abordable.</p> <p>Le programme sera mis en œuvre en trois vagues progressives, en pleine collaboration entre le Ministère et les conseils scolaires. En tant que vague d'apprentissage, la vague 1 a permis de moderniser l'infrastructure à large bande dans plus de 100 écoles, avec représentation des conseils scolaires anglophones, francophones, publics et catholiques dans toutes les régions de la province. Les leçons tirées de la vague 1 ont éclairé la stratégie et l'approche de la vague 2, qui a été lancée avec succès au T2 2017-2018. La vague 2, dont l'achèvement est prévu pour août 2019, est en cours et est en voie de relever plus de 1 000 écoles à l'échelle de la province. La vague 3 sera éclairée par la mise en œuvre de la vague 2 et par la conclusion du programme pluriannuel de PABP, étant mis l'accent sur l'achèvement des derniers travaux de correction technique plus complexes qui demandent plus de temps; et la transition vers les opérations à l'état stable.</p>	
	<p><b>Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR)</b></p> <p>Le Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR) vise à fournir un nouveau système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources pour favoriser les attractions de l'Ontario.</p> <p>En partenariat avec des partenaires du Ministère, un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert est en cours pour une solution visant à moderniser les admissions et les opérations des principales attractions de l'Ontario. Le projet a pris de l'expansion : 7+ organismes de tourisme et de culture ont participé à l'approvisionnement. La solution fournira un système de base commun qui pourra être exploité par de multiples organismes, et qui maximisera l'efficacité opérationnelle et aidera à dégager de meilleures économies d'échelle.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation des rapports sur les incidents graves / permis d'habitation (SORRL)</b></p> <p>En 2015, un Comité consultatif pour les services en établissement a mené un examen des services en établissement pour les enfants et les jeunes dans tous les secteurs (c.-à-d. justice pour les jeunes, bien-être de l'enfance, santé mentale et</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>besoins complexes et spéciaux). L'examen a porté sur les besoins des enfants et des jeunes en milieu d'établissement, en mettant l'accent sur les approches des traitements, programmes et services efficaces ainsi que sur les méthodes de placement, de soins et de traitement en milieux d'établissements. En 2016, le Comité a remis son rapport final avec ses recommandations : « Parce que ce sont les jeunes qui comptent : Rapport du Comité consultatif pour les services en établissement ».</p> <p>Le rapport mis en évidence a établi qu'une solution de TI modernisée automatiserait, simplifierait et regrouperait les processus de délivrance de permis d'établissement de bout en bout, pour appuyer bon nombre des recommandations énoncées dans le rapport du Comité, telles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La création d'un annuaire Web centralisé et public de tous les fournisseurs de services de la province pour optimiser le placement</li> <li>• Le développement de la capacité de collecter des données dans tout le système de services en milieu d'établissement et de produire des rapports sur le nombre de jeunes pris en charge hors de leur domicile qui appartiennent à des groupes culturels, raciaux, confessionnels ou d'identité sexuelle particuliers</li> <li>• L'intégration des données dans les bases de données existantes</li> <li>• La permission d'utiliser les veilles stratégiques (VS) pour effectuer de solides analyses de comparaison et de tendances afin d'aider à définir des repères et des cibles de rendement</li> <li>• La contribution à une stratégie proactive pour la promotion des droits, du bien-être et de la participation des jeunes – surtout des jeunes ayant des besoins particuliers ou complexes</li> </ul> <p>En raison du solide alignement de la solution proposée sur le système actuel de gestion des permis des services de garde d'enfants, les partenaires du Ministère ont mobilisé le GSC pour l'élaboration de la solution de TI requise pour donner suite aux recommandations du Comité.</p>	
	<p><b>Promouvoir la stratégie des données sur le logement et le sans-abrisme</b></p> <p>La province a un objectif ambitieux de mettre fin au sans-abrisme, et a adopté un objectif précis pour mettre fin au sans-abrisme chronique en dix ans. Un facteur clé est la Stratégie des données sur le logement et le sans-abrisme du ministère du Logement de l'Ontario (MLO), par laquelle le Ministère continue de bâtir un système fondé sur des données probantes qui a la capacité de répondre efficacement aux besoins changeants.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>L'objectif de la stratégie est d'améliorer la capacité du Ministère à recueillir, à gérer et à utiliser les données essentielles à l'élaboration de politiques publiques fondée sur des données probantes et à la prestation de programmes, et à y accéder. La stratégie des données facilitera également, à moyen et à long terme, la collecte de données fondées sur les résultats afin d'appuyer l'évaluation de divers programmes et de mesures de rendement connexes afin de prouver leur efficacité, y compris l'objectif de mettre fin au sans-abrisme.</p> <p>Une composante essentielle du plan de mise en œuvre est l'élaboration et l'entretien de systèmes d'ITI intégrés et solides et des outils d'analyse et de renseignements d'entreprise. La carte routière du projet quadriennal est harmonisée avec la modernisation du secteur de l'habitation et comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Année 1</b> : Se concentrer sur un entrepôt de données sur le logement et le sans-abrisme du MLO combiné à de puissants outils d'analyse et de renseignements d'entreprise pour faciliter l'accès et l'analyse des données existantes. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ En mai 2017, le portail de données des [Renseignements d'entreprise sur le logement et le sans-abrisme (RELSA)] a été lancé. Le portail de données des RELSA est une plate -forme de soutien à décision élaboré pour appuyer la prise de décisions politiques fondées sur des données probantes. Ce portail Web fournit des tableaux de bord stratégiques d'établissement de rapports et une visualisation dynamique de la carte d'accès des données (SIG) à tous les utilisateurs, et des outils de renseignements d'entreprise en libre-service pour permettre aux grands utilisateurs formés de produire et d'afficher des rapports personnalisés.</li> </ul> </li> <li>• <b>Année 2</b> : Déterminer les ensembles de données prioritaires du ministère du Logement et transformer/charger les données dans le portail RELSA; permettre l'accès au portail aux utilisateurs opérationnels (du Ministère) pour fins d'analyse des données (situation : en cours)</li> <li>• <b>Année 3</b> : La collecte de données au niveau des clients est complétée par une gamme complète de données qui suivent un calendrier de mise à jour, avec inclusion de la collecte des données au niveau des clients auprès des gestionnaires de services et des fournisseurs de logements, et d'autres données au niveau des clients provenant du collectif pancanadien pour le logement (CPL).</li> <li>• <b>Année 4</b> : La vue unique du secteur du logement et du sans-abrisme est augmentée par une gamme complète de données au niveau du client au fur et à mesure que la maturité des renseignements d'entreprise et de l'analyse progresse vers l'analyse prédictive.</li> </ul>	
--	--	--

<p><b>3. <u>Enjeux et besoins:</u></b> Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>	<p><b>Leadership numérique et intrapreneuriat pour les gouvernements modernes</b></p> <p>Il serait utile de connaître les expériences dans l'ensemble des administrations quant à créer des gouvernements numériques et modernes en démontrant un leadership numérique de même qu'un intrapreneuriat à tous les niveaux de l'organisation. Cette approche comprendrait ceci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment différentes administrations perfectionnent le secteur public pour encourager l'innovation et renforcer la capacité de leadership numérique.</li> <li>• Études de cas réussies pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Planification stratégique des opérations et d'ITI efficace et conjointe pour éclairer les nouvelles options politiques;</li> <li>○ conception conjointe du modèle opérationnel axé sur les utilisateurs entre la TI et les partenaires de politique ou de programme.</li> </ul> </li> <li>• Apprendre des expériences des toutes les administrations au sujet des projets pilotes et des validations de principe liés aux nouvelles technologies pour faire avancer le gouvernement numérique comme : l'intelligence artificielle, les chaînes de blocs, les drones et le Gouvernement ouvert.</li> </ul>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité (416) 326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p>Il existe un besoin grandissant d'étudier les possibilités d'économies de coûts pour les solutions pancanadiennes existantes, comme Panorama, dans toutes les administrations, par exemple une infrastructure commune hébergée par une administration (le coût total de fonctionnement et de soutien des solutions Panorama mises en place dans les cinq provinces et un territoire est d'environ 50 millions par année – environ 20 millions de dollars sont assumés par l'Ontario).</p> <p>Il faut établir un inventaire d'investissements des administrations pouvant être optimisé pour appuyer les initiatives de santé numérique dans tout le pays. De même, il faut fournir une identification sécuritaire des clients dans l'ensemble des programmes gouvernementaux pour bien protéger la sécurité et la vie privée (p. ex., pour permettre la validation des prestations des clients à l'ARC).</p> <p>Il faut passer à des normes acceptées à plus grande échelle, par exemple HL7-FHIR et SNOMED-CT pour les immunisations et adopter une norme liée aux renseignements sur les médicaments qui contient tous les éléments de données cliniques nécessaires (pas seulement à des fins de prise de décisions).</p>	<p>Liz Hyland, dirigeante exécutive, Groupement ITI pour les Services de santé (416) 326-7133 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>
<p><b>4. <u>Planification des réunions et des téléconférences du CDPISP :</u></b> Veuillez indiquer les sujets qui revêtent un</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identité numérique : comme l'Ontario crée un nouveau programme d'identité numérique d'entreprise, l'échange d'information et les leçons apprises d'autres partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux seraient avantageux.</li> <li>• Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité (CPFI) : à mesure que les programmes d'identité numérique évoluent partout au Canada, il est essentiel</li> </ul>	



<p>intérêt particulier pour votre administration en vue des futures réunions ou téléconférences CDPISP. <i>(Veuillez fournir une brève description pour chaque point.)</i></p>	<p>d'autoriser l'échange sécuritaire et confidentiel des identités dans toutes les administrations. Comment pouvons-nous continuer à faire avancer la création du CPFI?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échange de renseignements généraux liés à l'utilisation des nouvelles technologies comme la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle.</li> <li>• Échange de renseignements généraux liés à l'orientation vers une conception axée sur l'utilisateur, utilisation des méthodes agiles ou autres et communication des leçons retenues.</li> <li>• La gestion des talents demeure un sujet de discussion aux tables de direction. Les domaines d'intérêt possibles souvent abordés comprennent la planification du milieu de travail de l'avenir, les changements organisationnels pour les 5 à 10 prochaines années, le maintien en poste et le recrutement de talents. Y a-t-il des études de cas ou des programmes en cours dans d'autres administrations qui pourraient contribuer à situer le contexte de ce sujet?</li> </ul>	
--	---	--